Éclairage
Histoire

– n° 20 –

Chili 1970-1973

Allende désarme les travailleurs, l'armée les massacre

Christian Gasquet

les bons caractères lbc

6, rue Florian – 93500 Pantin

© Les Bons Caractères – 2021
Imprimé par IMS – 93500 Pantin
ISBN 978-2-915727-79-1
Dépôt légal 2e trimestre 2021

Introduction

Il y a un demi-siècle, au Chili, le socialiste Allende, candidat de l'Unité populaire, emportait l'élection présidentielle. Son élection en septembre 1970 intervint dans un contexte international de contestation politique et sociale de l'ordre mondial.

En Amérique latine, la prise du pouvoir par Castro à Cuba début 1959 servit ensuite de modèle à divers mouvements de guérilla : Colombie, Uruguay, Guatemala, Brésil, Pérou. Au Mexique en 1968, juste avant les Jeux olympiques, l'armée écrasa dans le sang une révolte étudiante. Lors de ces Jeux, deux sprinters noirs levant un poing ganté de noir, Tommie Smith et John Carlos, firent monter sur le podium devant les caméras du monde entier la lutte des Noirs américains pour leurs droits. Contesté sur son propre sol par une jeunesse rejetant la guerre que les États-Unis faisaient au Vietnam, le gendarme du monde essuyait aussi des échecs à l'international. Le peuple vietnamien lui résistait avec succès depuis dix ans, et en avril 1961 il avait échoué, à sa porte même, à renverser Castro. L'élection d'un gouvernement de gauche au Chili apparut comme un nouveau camouflet à la toute-puissance des États-Unis.

En Europe, des mouvements contestataires avaient aussi surgi. En Allemagne, ceux des étudiants radicalisés affrontant la police. Il y eut aussi de tels affrontements en France en mai 1968, le pouvoir gaulliste se retrouva avec un pays paralysé durant des semaines par la grève de millions de travailleurs.

En France, en Italie qui connut ce qu'on appela un Mai rampant, en Espagne ou au Portugal, les partis communistes, qui avaient alors le plus de poids au sein de la classe ouvrière, poursuivaient, dans des contextes certes fort différents, un même objectif : être admis au gouvernement de leur bourgeoisie. Pour cela, ils se cherchaient des alliés derrière lesquels se ranger parmi les partis et hommes politiques que leur bourgeoisie considérait comme siens. Ainsi le PCF se rallia à un vieux routier de la politique bourgeoise, Mitterrand, auquel il offrit son influence sur les travailleurs.

Pour les partis de gauche d'Europe et les travailleurs qu'ils influençaient, l'arrivée au pouvoir au Chili par les urnes d'une Unité populaire regroupant le Parti socialiste, le Parti communiste et des partis du centre semblait préfigurer ce à quoi ils aspiraient.

Chez les peuples d'Amérique latine, qui partageaient une histoire, une culture communes et une même domination par l'impérialisme américain, « l'expérience » chilienne suscitait un écho certain.

***

Conformément à la Constitution et à la tradition, l'Assemblée confirma l'élection d'Allende, au prix d'un accord avec la droite, pourtant majoritaire. L'ensemble des classes populaires célébrèrent ce qu'elles voyaient comme une victoire. Dans les entreprises, les bidonvilles, les grands domaines agricoles, la contestation montait. Ouvriers et paysans pauvres ne supportaient plus les injustices, l'exploitation, la misère et la violence.

L'Unité populaire (UP) suscitait bien des espoirs, car elle prétendait ouvrir une voie nouvelle vers le socialisme. Pourtant, propageant l'idée trompeuse d'un appareil d'État de la bourgeoisie censé se mettre au service des humbles et des opprimés, sa politique réformiste n'avait rien de nouveau. Et, en fait de « voie chilienne vers le socialisme », l'UP se montra respectueuse des institutions, de l'État et surtout de l'armée. Au point qu'à plusieurs reprises Allende nomma ministres des généraux.

La personne d'Allende, un des piliers de la vie parlementaire chilienne, n'inquiétait pas la bourgeoisie, mais sa victoire pouvait renforcer la confiance des travailleurs dans leur force collective et les amener à mettre en cause, fût-ce un peu, sa domination de classe.

C'est pourquoi la bourgeoisie chilienne et celle des puissances impérialistes allaient s'employer à déstabiliser ce gouvernement, le menaçant, dès le début, d'un coup d'État militaire. Mais Allende et les partis qui le soutenaient n'avaient pas l'intention de toucher à l'armée. Elle garantissait, non pas les institutions démocratiques, comme l'UP le clamait, mais les intérêts fondamentaux de la bourgeoisie : sa propriété privée, son droit à exploiter les travailleurs.

En septembre 1973, l'armée, commandée par le général Pinochet qu'Allende venait de nommer chef d'état-major, balaya le gouvernement à coups de canons et se lança dans une répression féroce contre les travailleurs et les militants de gauche.

L'écrasement de la classe ouvrière du Chili n'avait rien d'une fatalité. Les travailleurs avaient fait la preuve de leur

capacité à se mobiliser et de leur volonté de combattre. Mais il leur manqua un parti qui leur aurait proposé une politique visant à mettre hors d'état de nuire leurs ennemis mortels, qui leur aurait fixé pour tâches de renverser le pouvoir de la bourgeoisie, de briser son appareil d'État et de lui ravir la direction de l'économie. Seule une telle politique aurait pu permettre une victoire des travailleurs au Chili et, au-delà, aurait ouvert des perspectives fécondes aux luttes des exploités d'Amérique latine et d'ailleurs. Le massacre des ouvriers chiliens produisit l'effet inverse.

***

De nos jours, si le contexte économique et social a bien changé, la période récente a été marquée notamment par de larges mobilisations populaires, du Chili à l'Algérie, du Soudan à la Biélorussie. Et, avec l'aggravation de la crise économique dans laquelle le capitalisme enfonce la planète, les explosions sociales se multiplieront. Les opprimés auront alors à faire un choix: s'en remettre à des leaders qui, tel Allende, respectent l'appareil d'État de la bourgeoisie en prétendant s'en servir pour améliorer leur sort; ou démolir cet appareil d'État pour exproprier la bourgeoisie, lui arracher les moyens de dominer l'économie et se donner ainsi les moyens de réorganiser la société sur des bases socialistes.

Les leçons tragiques d'il y a un demi-siècle au Chili donnent une réponse sans appel à cette question vitale pour l'avenir, et donc pour ceux qui veulent en finir avec le règne mondial du système capitalisme.

Chapitre I[er]

Le Chili avant 1970

Un pays maintenu dans le sous-développement par l'impérialisme

Étroite bande de terre bordant la côte pacifique méridionale de l'Amérique du Sud, le Chili s'étire sur 4 300 kilomètres, du Pérou au cap Horn. Dans les années 1960, il comptait moins de 8 millions d'habitants.

Depuis le 19[e] siècle, sa principale ressource provient de son sous-sol riche en salpêtre et en minerai de cuivre. Le Chili a intégré le marché mondial comme fournisseur de matières premières mais, faute d'une bourgeoisie autochtone susceptible d'investir de façon significative dans la production, il s'est retrouvé sous la domination des capitaux étrangers.

Ancienne colonie espagnole, il obtint son indépendance en 1818. Mais il tomba sous la coupe de la Grande-Bretagne, les dirigeants locaux s'étant endettés auprès des banques britanniques pour combattre l'Espagne. En 1876, poussé par la Grande-Bretagne, le président chilien Pinto se lança dans une guerre contre le Pérou et la Bolivie. Sa victoire fixa les frontières avec ces pays. L'annexion des régions

d'Antofagasta et de Taracapa donna au Chili, et indirectement à la Grande-Bretagne, le contrôle du salpêtre accumulé sur les plateaux désertiques. Riche en nitrate, celui-ci devint pour toute une période le principal produit d'exportation chilien et permit à un industriel britannique du nom de North de devenir le « roi du nitrate ». Mines, banques, assurances, commerce, chemins de fer, télégraphe, tramways… tout se trouvait alors majoritairement aux mains des capitaux anglo-saxons, telles ces grandes maisons de commerce de Liverpool qui tenaient le port de Valparaiso.

Le premier conflit mondial permit aux États-Unis de supplanter l'Angleterre. En 1912, la société Anaconda avait déjà pris le contrôle de la mine de cuivre de Chuquicamata. Le pays s'endettait désormais auprès des banques nord-américaines. La mission Kemmerer, chargée par les États-Unis d'organiser les finances publiques des pays d'Amérique latine, renforça l'influence des trusts nord-américains.

Dans les années 1920, le Chili devint l'un des premiers exportateurs mondiaux de minerai de cuivre. Près de 80 000 mineurs l'extrayaient pour des sociétés telles que l'Anaconda, les trois plus grandes mines fonctionnant comme des enclaves étrangères. L'accaparement des richesses produites par les travailleurs chiliens maintenait le pays dans le sous-développement.

L'arriération des campagnes

Jusqu'à cette époque, les paysans formaient la majorité de la population. Le monde paysan était marqué par l'arriération et de violentes inégalités. Les deux tiers des terres

agricoles étaient monopolisées par quelque 1 400 domaines de plus de 2 000 ha, les *fundos*, exploités de façon archaïque par les gros propriétaires.

Une bonne partie des terres avaient été arrachées aux Mapuches à la fin du 19e siècle. Ce peuple amérindien se trouvait réduit à une semi-servitude. La spoliation de leurs terres continua jusque dans les années 1940. Voici un témoignage parmi bien d'autres : « *Ils sont arrivés la nuit avec des chiens et armés jusqu'aux dents, ils ont brûlé notre rancho, tué mes parents, le lendemain nos terres étaient clôturées de barbelés et avaient un autre propriétaire… qui s'était mis d'accord avec les autorités locales.* »

La plupart des paysans, privés de terres, dépendaient du bon vouloir des latifundistes. Les liens de subordination variaient. L'*inquilino* était une sorte de serf : en échange d'une terre qu'il exploitait avec sa famille et quelques journaliers, il travaillait la majeure partie de son temps sur le *fundo*. Encore plus mal loti, l'*afuerino*, un journalier sans aucun droit, voyageait de *fundo* en *fundo* avec sa famille, sans avoir de logement fixe. Le paysan faisait partie du patrimoine d'un latifundiste, comme ses tracteurs, ses vaches et ses chiens. Il arrivait que le propriétaire « confisque » les femmes de ses paysans le week-end pour recevoir ses visiteurs « *comme il se doit* ».

Les paysans n'eurent la possibilité légale de fonder des syndicats qu'après la Deuxième Guerre mondiale. Dans les années 1960, les campagnes occupaient encore un tiers de la population. Mais des centaines de milliers de personnes

avaient rejoint les villes où, rien n'étant prévu pour eux, des bidonvilles avaient grandi : les *poblaciones*.

Une bourgeoisie à l'ombre de l'impérialisme

Constituée des grands propriétaires terriens, de rares industriels et de banquiers vivant aux crochets de l'État ou ramassant les miettes tombées de la table des sociétés étrangères, la bourgeoisie chilienne a vécu à l'ombre des sociétés et banques des pays capitalistes développés. Sa faiblesse et son parasitisme la rendaient peu dynamique, peu intéressée par l'investissement productif, donc par le développement d'une industrie nationale qui dépendait surtout de moyens et de facteurs extérieurs. L'industrie ne représentait que 20 % du PIB (produit intérieur brut) en 1950. Dans les années 1960, il n'existait que 1 300 sociétés anonymes, pour moitié contrôlées par des étrangers, et douze d'entre elles détenaient 50 % du capital industriel. La bourgeoisie chilienne se détournait même de l'amélioration de l'agriculture, qui aurait été plus à sa portée, au point que le pays devint importateur de denrées alimentaires.

Les membres des classes riches se comportaient en oisifs, suivant la mode de Paris ou de Londres et passant une partie de leur temps en Europe. Ils dominaient néanmoins le régime politique chilien. La pratique du *cohecho* (l'achat des votes) leur assurait la victoire aux élections, tandis que la vie parlementaire évoluait au gré des rivalités entre partis représentant les possédants : d'un côté des conservateurs, défendant les privilèges les plus archaïques, de l'autre, des partis voulant tenter de moderniser le pays.

La classe ouvrière en lutte contre l'exploitation

L'émergence du mouvement ouvrier allait modifier les rapports entre les classes sociales et la physionomie du pays.

La liste est longue des violences subies dès la fin du 19e siècle par les travailleurs et de leurs luttes pour améliorer leur sort. En juillet 1890, les mineurs des mines de nitrate subirent un massacre. De 1898 à 1903, au cours d'une vague de grèves qui toucha ces mêmes mines, celles de charbon de Lota, le port de Valparaiso et Santiago, l'armée fit des dizaines de victimes. En 1903, lors de la grève dans la marine marchande à Valparaiso, la répression fit 40 à 50 morts et 200 blessés. En octobre 1905, « semaine rouge » à Santiago : 70 morts et 300 blessés. En 1906, durant les manifestations des ouvriers du chemin de fer et des mineurs à Antofagasta, la répression fit 100 morts. En 1907, de nouvelles grèves éclatèrent à Iquique : l'armée, qui tira sur les mineurs et leurs familles réfugiés dans une école et dans les rues d'un village, y tua entre 1 000 et 3 000 personnes. Le roman d'Herman Rivera Letelier, *Les fleurs noires de Santa Maria,* raconte cette grève, la marche des mineurs à travers le désert jusqu'à la ville, où beaucoup trouvèrent la mort. En 1921, nouvelles grèves dans la région d'Antofagasta et nouvelle répression, avec 500 morts à San Gregorio. En 1925, des centaines d'ouvriers furent massacrés à La Coruña.

Une répression systématique n'empêcha pas la contestation de renaître contre des conditions d'exploitation et de vie insupportables, ce dont témoignait dans les années

1930 *El Mercurio*, journal de la bourgeoisie : « *Le quart de la population de Santiago vit dans des logements insalubres et impropres à la vie humaine… 100 000 personnes vivent dans des logements obscurs, sans aération… en moyenne à quatre par pièce, parfois huit.* »

Parmi les premières organisations ouvrières importantes, on trouve les *mancomunales.* Situées dans les cités minières, elles excluaient ceux qui n'étaient pas ouvriers. Leur première union se forma à Iquique ; en 1900, elle comptait 6 000 adhérents.

Un militant issu du mouvement démocrate, Luis Emilio Recabarren, leur donna une presse diffusée dans toutes les régions minières. En 1904, une nouvelle convention des *mancomunales* comptait 25 000 affiliés. Le *Manifeste des travailleurs de Tarapaca*, signé par des dizaines de milliers d'ouvriers et adressé au président de la République, réclamait la nationalisation du service de l'eau potable, celle des chemins de fer et de la navigation, l'instruction primaire gratuite et obligatoire, une aide de l'État aux enfants pauvres, des cours du soir pour adultes, la construction de logements, des indemnités de licenciements, une inspection du travail, la suppression de la peine du fouet pour les soldats…

La Fédération des ouvriers du Chili, la Foch, prit le relais dans les années 1910. Recabarren joua un rôle important dans son développement et dans l'introduction des idées socialistes au sein du mouvement ouvrier. Son journal, *Le Socialiste,* fondé en 1909, se démarquait du Parti démocrate représentant la petite bourgeoisie. La Foch, qui

adopta le drapeau rouge après la révolution russe, affirmait : « *L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes.* » Les ouvriers obtinrent le vote de lois sociales sur le repos hebdomadaire en 1907 et sur les accidents du travail en 1917.

Élu député d'Antofagasta en 1921, et seul élu socialiste, Recabarren – décédé trois ans plus tard – contribua à faire de la Foch la section chilienne de l'Internationale communiste (IC). Il participa en tant que délégué au quatrième congrès de l'Internationale des syndicats rouges, émanation de l'IC, puis à la fondation du Parti communiste du Chili (PC) en 1922. À la fin des années 1920, ce parti fut interdit pour la première fois.

Parti socialiste réformiste et Parti communiste social-démocratisé

Le Parti socialiste du Chili (PS) naquit en avril 1933. Revendiquant l'héritage de l'éphémère République « socialiste » instaurée par des officiers mutinés en 1932, il mélangeait, dans ses références, le marxisme, le patriotisme et le respect des institutions. Dès sa naissance, le PS s'afficha en parti de gouvernement, bourgeois sur le fond, social-réformiste sur la forme. Parmi ses fondateurs se trouvait à Valparaiso un médecin de 25 ans, Salvador Allende.

Le Parti communiste allait se rapprocher de la politique du PS pour se transformer à son tour en un parti de gouvernement. Cette évolution, celle d'un parti ouvrier qui s'était voulu révolutionnaire en un parti ne voulant plus que réformer la société capitaliste sans la changer,

concernait tous les partis communistes de par le monde. Elle était voulue et impulsée par Moscou, à la suite de la prise du pouvoir par les nazis en 1933. Staline, qui croyait ainsi se prémunir contre une agression militaire allemande, se mit à quêter l'alliance des démocraties, telles les puissances coloniales française et britannique. En gage de sa bonne volonté, il imposa donc aux partis communistes de renoncer à combattre, même en paroles, l'État de leur propre bourgeoisie. Remisant le drapeau rouge pour arborer « leur » drapeau national dans le cadre de la politique dite de Front populaire, ces PC nouèrent des accords avec des partis de gouvernement, qu'ils décrivaient comme progressistes. Reprenant à leur compte les objectifs de ces partis, les PC inscrivirent leur action dans le strict respect des institutions bourgeoises. Avec la victoire du stalinisme en URSS, ils avaient déjà cessé depuis des années de mener une politique révolutionnaire. Après 1933, ils tournèrent ouvertement le dos à toute la politique menée par le Parti bolchevique de Lénine et Trotsky en 1917 et après.

Le Front populaire

En 1935, le PC tendit donc la main aux partis qui l'accepteraient : le Parti socialiste et le Parti radical, qui avait participé à divers gouvernements. En mars 1936, ces trois partis signèrent un accord de Front populaire et présentèrent à la présidence Aguirre Cerda, leader du Parti radical. La confédération syndicale CTCh, influencée par les militants communistes, collabora à la rédaction du programme qui réclamait « *pan, techo y abrigo* » (du pain, un

toit, des vêtements) pour les classes populaires. En 1938, Cerda remporta l'élection, Allende devint son ministre de la Santé.

En pleine crise économique mondiale, Cerda faisait sa priorité du développement de l'industrie. Il créa la Corfo, un organisme étatique où patronat et syndicats se côtoyaient, avec pour objectif la modernisation ou la création de nouvelles industries. Mais la dépendance du Chili aux exportations de cuivre et de nitrate laissait peu de marge de manœuvre pour une telle politique. Des ministres socialistes du gouvernement se rendirent aux États-Unis afin d'obtenir des garanties pour l'achat du nitrate, le maintien de la production de cuivre par les compagnies américaines, et des prêts bancaires. Le gouvernement de Front populaire voulait financer de la sorte le début d'une industrialisation : l'État se substituait aux capitalistes chiliens, qui n'avaient qu'à attendre pour récupérer les fruits de ses investissements, car la Corfo leur revendait les usines créées.

Alors que les suites de la crise de 1929 continuaient de s'abattre sur le monde entier, le gouvernement de Front populaire prit peu de mesures sociales, hormis l'extension de l'alphabétisation et de la Sécurité sociale. Il renonça à toute réforme agraire, ne toucha pas au pouvoir des grands propriétaires et maintint l'interdiction de se syndiquer pour les ouvriers agricoles, aux salaires quatre fois inférieurs à ceux pratiqués dans l'industrie.

Le gouvernement se heurtait à une contradiction insoluble, car il entendait œuvrer dans le cadre de la société capitaliste. Il voulait développer l'économie afin, disait-il,

de rendre le pays plus indépendant des grandes puissances. Il ne disposait ni des capitaux ni de la maîtrise du prix des matières premières, sa principale ressource. Et il se heurtait à l'hostilité de la bourgeoisie, dont les intérêts, auxquels il s'interdisait de toucher, dépendaient du capital étranger. Dès lors, il ne pouvait qu'exiger des travailleurs qu'ils se serrent la ceinture, sans même que se réduise la dépendance du Chili envers les grandes puissances, ne serait-ce que parce qu'il s'endettait toujours plus auprès d'elles.

En 1939, la signature du pacte Hitler-Staline servit de prétexte pour la dissolution du Front populaire. Le Parti communiste maintint son soutien à Cerda puis à son successeur, Rios, un radical plus à droite. Un an après, Rios réprima la contestation ouvrière et décréta des « zones sensibles » où le droit de grève fut interdit. À Santiago, les carabiniers tirèrent sur les manifestants, faisant six morts et 80 blessés. Rios interdit aussi le PC, qui l'avait soutenu mais dont les militants animaient les grèves : il fit enfermer 500 militants communistes dans un camp à Pisagua et priva 40 000 personnes de leur droit de vote.

En 1946, un autre radical, Videla, remporta les élections, encore avec le soutien du PS et celui du PC, troisième force politique du pays en nombre d'électeurs. Le Parti communiste entra pour la première fois de son histoire au gouvernement, pour en être chassé peu après, au début de la guerre froide. Videla, qui avait adhéré au traité interaméricain d'assistance mutuelle en 1948, se pliait aux ordres de l'impérialisme nord-américain.

Durant ces années-là, l'armée chilienne intervint directement à plusieurs reprises dans la vie politique, sans que les partis se succédant au pouvoir cessent de la présenter comme garante des institutions démocratiques et imprégnée de valeurs républicaines. Ils cachaient sciemment que les liens entre son état-major et l'impérialisme se renforçaient : les officiers du Chili allaient, comme ceux des pays voisins, se former sur les bases américaines au Panama et s'y entraîner à la lutte antiguérilla, entre autres. Les États-Unis défendaient ainsi leur emprise sur l'Amérique latine.

Une domination américaine contestée

Sorti grand vainqueur du conflit mondial, l'impérialisme américain supplanta partout ses rivaux. Les grandes banques new-yorkaises détenaient la dette des États d'Amérique latine. Des trusts nord-américains, dont United Fruit, exploitaient d'immenses plantations au Guatemala, au Honduras. D'autres, telle la Kennecott, extrayaient le minerai de cuivre chilien. Mais cette hégémonie se trouvait souvent contestée. Les régimes soutenus par les États-Unis étaient combattus, parfois renversés, comme la dictature de Batista à Cuba.

Les dirigeants nord-américains profitèrent de la politique de *containment* qu'ils avaient initiée dès 1947, avec pour objectif déclaré d'empêcher que s'étende l'influence de l'URSS, pour s'opposer à tout ce qui aurait pu donner l'idée aux peuples de contester leur domination. Staline et ses successeurs n'entendaient nullement bouleverser l'ordre mondial, et, au Chili ou à Cuba, ceux qui prétendaient

secouer le joug de l'impérialisme ne voulaient pas renverser le système mondial du capitalisme. Les États-Unis n'en acceptaient cependant pas la moindre remise en cause, même limitée à tel ou tel pays. Ils le montraient partout en soutenant, sur le plan économique et militaire, les forces les plus hostiles à tout changement, en fomentant des coups d'État, en envoyant des mercenaires, voire des troupes, pour renverser tel ou tel régime.

Colombie, Guatemala, Cuba, Brésil, Saint-Domingue, Pérou, la contestation éclata en bien des endroits d'Amérique latine, portée par les paysans pauvres ou les ouvriers, mais aussi par une partie de la bourgeoisie nationale, grande et petite, qui ne pouvait espérer développer ses affaires sans poser des limites au pillage des trusts nord-américains et qui partout, sous une forme ou sous une autre, s'employa à diriger la contestation populaire dans un sens qui lui soit favorable.

Allende en campagne

Au début des années 1960, sur huit millions de Chiliens, près de deux millions vivaient de petits boulots. La moitié des travailleurs gagnant à peine 35 dollars par mois, se loger, se nourrir, se vêtir restait un souci quotidien. Un habitant sur dix de Santiago vivait dans un bidonville, soit près de 200 000 personnes. Un logement sur deux n'avait ni eau courante ni électricité. L'espérance de vie atteignait à peine 60 ans, la mortalité infantile restait élevée, la sous-alimentation endémique. Seuls 61 % des enfants allaient à

l'école, et pour une scolarisation courte : à peine un sur quatre atteignait le secondaire.

La contestation des inégalités s'affirmait. Les luttes ouvrières se multipliaient : grèves des employés municipaux de Santiago, grève de 60 jours des mineurs du cuivre de l'Anaconda, grève des mineurs du salpêtre de Flor de Chile, grève dans les banques, le bâtiment… Les syndicats regroupaient près de 400 000 ouvriers et employés du secteur privé, et 250 000 salariés du secteur public. Très présent dans les mines et l'industrie, le mouvement syndical touchait peu les ouvriers des petites et moyennes entreprises, la moitié du prolétariat industriel se trouvant dans des établissements de souvent moins de dix salariés.

La montée de la contestation s'accompagnait d'une montée des partis de gauche. Le PS et le PC avaient fait alliance au sein du Frap (Front d'action populaire) présidé par Allende, qui se présenta à la présidence en 1964 comme alternative à la droite au pouvoir. C'était sa troisième campagne présidentielle. Après avoir été ministre du Front populaire, il avait poursuivi sans interruption sa carrière en tant que parlementaire. De 1945 à 1969, il avait siégé comme sénateur de diverses régions, et accédé à la tête du Sénat en 1966, le journal de la bourgeoisie conservatrice *El Mercurio* lui rendant hommage à cette occasion. Allende, qui se disait socialiste, voire marxiste, tenait à se démarquer de la révolution russe, de la violence révolutionnaire. En démocrate réformiste, adepte des joutes parlementaires, il respectait les institutions bourgeoises.

Durant la campagne, Allende, accompagné de Luis Corvalan, le secrétaire général du PC, déclara : « *Je ne veux pas être un président de plus, je veux être le premier président du gouvernement révolutionnaire.* » S'appuyant sur la popularité de Fidel Castro et de Cuba, pays où « *la révolution a tout donné au peuple* », il promit dans un meeting consacré à la réforme agraire que, « *avec le gouvernement populaire, c'est toi, paysan, qui accéderas au pouvoir* ». En même temps, il affichait son respect des institutions de l'État chilien, en disant son opposition à la violence, et se démarquait de Castro, en affirmant : « *Nous avons nos propres solutions pour notre pays.* »

Six ans auparavant, Allende n'avait été battu que de 50 000 voix et le Frap venait de remporter la législative partielle de Curico. La grande bourgeoisie et les latifundistes, représentés par le Parti national, s'inquiétèrent au point de renoncer à présenter un candidat et d'appeler à voter pour Eduardo Frei, celui du Parti démocrate-chrétien.

Le Parti démocrate-chrétien

L'influence de l'Église remonte à la colonisation. Depuis elle n'a cessé de participer à la vie politique, économique, sociale et culturelle du pays. Dans les années 1950, elle possédait revues, quotidiens, chaînes de radio et de télévision, universités… pour diffuser son idéologie et assurer son emprise sur la société.

Toute la vie politique évoluait à gauche. Pour répondre à l'influence croissante des partis socialiste et communiste dans les classes populaires, l'Église se disait préoccupée

par la « question sociale ». La création du Parti démocrate-chrétien (PDC ou DC) en 1957 fut la réponse d'une partie des classes privilégiées soucieuses de garder leur influence sur les classes populaires. Le PDC reprenait à sa façon certaines aspirations des travailleurs. En juillet 1957, la *Déclaration de principes* du PDC s'affirma pour la défense des droits des travailleurs. Le PDC et l'Église voulaient ainsi endiguer la poussée de l'électorat en faveur du Frap et d'Allende.

Dans l'air du temps, Frei adopta le slogan « *La révolution dans la liberté* ». Il s'adressait à de nouveaux électeurs : aux travailleurs pauvres, aux habitants des bidonvilles, aux paysans sans terre, aux femmes des classes populaires, un électorat que les partis unis au sein du Frap négligeaient un peu, plus tournés qu'ils étaient vers les ouvriers des mines et des grandes villes, qu'influençaient davantage les syndicats animés par les militants du PC.

En même temps que Frei promettait le progrès social, il voulut effrayer les électeurs. La droite les prévenait qu'en cas de victoire de la gauche, « *nos filles seront corrompues et prostituées* ». Le haut clergé fit déclarer dans chaque paroisse : « *L'Église et ses enfants ne peuvent attendre du triomphe du communisme au Chili que des persécutions, les larmes et le sang… Vierge du Carmel, reine et patronne du Chili, sauve-nous du communisme athée.* »

Frei remporta l'élection, Allende obtint 38,6 % des voix. Pour la première fois, la DC accédait au pouvoir. Un déferlement de joie populaire salua sa victoire, à la hauteur des espoirs suscités par les promesses. L'un de ses dirigeants,

Radomiro Tomic, s'écria : « *Nous en avons pour trente ans de Démocratie chrétienne… Nous serons un exemple pour toute l'Amérique latine.* »

La Démocratie chrétienne au pouvoir

Pour augmenter les moyens financiers de l'État, Frei devait prendre le contrôle de la production des matières premières. Le cuivre à lui seul représentait plus de 90 % des exportations chiliennes. La quasi-totalité des partis politiques partageait cet objectif.

Frei lança la « chilenisation » du cuivre, négociant avec les compagnies américaines une reprise de leurs activités par l'État. Elles se trouvaient en position de force : en 1964, la Bradden Copper Co (filiale de Kennecott), l'Anaconda, et la Cerro Corporacion contrôlaient 90 % de la production. Un premier accord signé en 1966 et un autre en 1969 rendirent l'État actionnaire à 51 % des sites d'El Teniente, de Chuquicamata et de Salvador Potrerillos. La taxation sur les ventes et les dividendes augmenta un peu. Mais l'État chilien avait accepté de racheter ces actions au prix fort, et il reprenait les dettes contractées par l'Anaconda ou Kennecott. Frei lança d'importants investissements pour moderniser les mines, une bonne affaire pour les compagnies et pour les banques américaines.

L'État s'endetta pour investir à la place de la bourgeoisie dans les infrastructures ou l'énergie, mais dépensa peu dans la production de biens de consommation courante, qui resta à un niveau archaïque. En fin de compte, le Chili devint l'un des pays les plus endettés au monde.

Une maigre réforme agraire

Pour sa réforme agraire, Frei s'appuya sur les Cora. Ces organismes, censés procéder à une nouvelle répartition des terres, avaient été créés par Alessandri, son prédécesseur du Parti national, qui représentait pourtant la grande bourgeoisie et les grands propriétaires terriens.

Dans ces années d'après-guerre, les visées des gouvernants avaient évolué. Tous ou presque parlaient de réforme agraire, y compris ceux de droite. Moderniser le secteur agricole était dans l'intérêt de la bourgeoisie chilienne. Grâce aux aides financières publiques, la production y augmenta un peu. Mais la réforme bénéficia surtout aux gros propriétaires et déçut la grande majorité des paysans. Les outils et le bétail n'étaient pas expropriés et devaient être achetés au prix fort par la Cora. Bien souvent l'ancien patron gardait les meilleures terres ainsi que les bâtiments et les moyens techniques. Et, avec l'indemnité versée par le gouvernement, il pouvait moderniser son exploitation. Les paysans pauvres n'obtenaient que les terres les plus médiocres, en périphérie du domaine. Seuls les métayers purent accéder à la terre, les journaliers en restant écartés, parfois avec l'approbation des métayers qui voyaient en eux des concurrents.

À la fin du mandat de Frei, sur les 100 000 familles concernées, seules 28 000 avaient bénéficié de la réforme. On avait racheté un millier de domaines, sans toucher à la plupart des grosses propriétés ni à l'emprise des latifundiaires sur la production. Le plus grand latifundium du monde, 500 000 hectares, se trouvait au Chili.

Le sort des paysans sans terre, exploités par les propriétaires, ne changeait pas. Destinée à encadrer les paysans, la légalisation des syndicats paysans de 1967 stimula leur action collective : 140 000 d'entre eux avaient pu se syndiquer en 1969. Dans une région comme le Cautin, des occupations de domaines commencèrent. Des paysans, aidés parfois de militants d'extrême gauche venus des villes, tentèrent de mettre le gouvernement devant le fait accompli. Ayant chassé les propriétaires, métayers et journaliers occupaient le domaine dans l'attente que la Cora entérine l'expropriation. Dans la plupart des cas, l'administration s'y refusa. Les affrontements se multiplièrent entre paysans et police ou hommes de main des grands propriétaires.

Pas de progrès pour les ouvriers

Frei promulgua des lois sur les accidents du travail ou les licenciements, qui donnaient sur le papier quelques droits aux ouvriers, des droits peu respectés dans les faits. Pierre Dupuy, un prêtre ouvrier français arrivé au Chili en 1967, a décrit ses conditions de travail comme mécanicien sur le port de Valparaiso. Dans l'entreprise d'État qui l'employait, l'Empremar, les directeurs adhéraient tous à la DC. Le patron ne reversait pas à l'administration les cotisations sociales ; en partant à la retraite, les ouvriers découvraient qu'ils n'y avaient pas droit. Pas plus qu'à l'accès aux soins, les livrets de Sécurité sociale n'étant pas validés : on prélevait l'argent des cotisations sur les salaires, mais il finissait dans la poche du patron. Les journées de travail pouvaient dépasser dix heures, on ne payait ni les

heures supplémentaires ni les congés payés. L'administration, dont les membres appartenaient aussi à la DC, était complice de ces vols.

Les travailleurs avaient bien du mal à faire valoir leurs droits. La loi interdisait les syndicats dans les entreprises d'État. On renouvelait les contrats de travail chaque mois, ce qui faisait que ceux qui réclamaient leur dû n'étaient pas réembauchés et se retrouvaient au chômage. Ce chantage à l'emploi s'opérait avec l'assentiment de l'inspecteur du travail du port, dans le bureau duquel les contrats étaient renouvelés. Compris entre 450 et 520 escudos, les salaires ne permettaient pas de sortir de la pauvreté. À cela s'ajoutait le mépris de la direction, couplé à sa crainte de la réaction des ouvriers, *« On nous traite de subversifs, de communistes »*, relate Dupuy.

La légalité de la Cut, la centrale syndicale, était contestée, et de nombreux syndicats étaient contraints à la clandestinité. Dans beaucoup d'entreprises, on renvoyait les ouvriers qui refusaient d'adhérer à la Démocratie chrétienne.

Sous Frei, les conditions de vie des travailleurs s'aggravèrent. Entre 1960 et 1970, les prix décuplèrent. Il y eut des grèves contre l'incessante hausse des prix et pour de meilleurs salaires. Le chômage restait élevé : il y avait 21 % de sans-emploi à Santiago et jusqu'à 90 % de chômeurs dans le bâtiment. La moitié des enfants de moins de 15 ans souffraient de malnutrition.

Frei paya sa politique antiouvrière sur le plan électoral. Aux législatives de 1965, il obtint 32 % des voix, contre 56 % à la présidentielle. La mobilisation des travailleurs

montait : le taux de syndicalisation crût de 25 % entre 1964 et 1968, un travailleur sur trois était syndiqué. Le gouvernement y répondit par la répression. En mars 1966, les brigades spéciales tuèrent huit mineurs et en blessèrent 60 lors d'une grève dans la mine El Salvador. En novembre 1967, sept ouvriers furent tués à Santiago durant une manifestation de la Cut.

Et toujours la pénurie de logements

Frei essaya de trouver des appuis dans les classes populaires tout en les contrôlant. En 1966, il légalisa les comités de quartier, les *juntas de vecinos*, et encouragea les centres des mères animés par des militantes de la DC. Mais, sur 360 000 logements promis, on n'en construisit que 30 000 : un demi-million de familles restaient sans abri, autant vivaient dans des taudis. En 1970, un tremblement de terre détruisit 30 000 de ces logis insalubres à Valparaiso.

Une partie de la population régla, elle-même et à sa façon, ce problème. Les occupations de terrains pour installer des campements de fortune, les *poblaciones*, se multipliaient, animées par des militants d'extrême gauche ou des prêtres. Le gouvernement vola au secours des propriétaires. En 1969, la répression contre les bidonvilles fit des morts et des blessés à Arica et Rancagua. L'événement le plus grave eut lieu à Puerto Montt, où 90 familles avaient édifié des abris sur un terrain appartenant à une riche famille. La police arrêta un député socialiste servant de médiateur entre les occupants et les autorités et, sur ordre du ministre de

l'Intérieur Zujovic, la police donna l'assaut, tuant huit personnes, puis des bulldozers nettoyèrent le terrain.

Naissance du Mir

En 1965 fut fondé le Mouvement de la gauche révolutionnaire (en espagnol, Movimiento de izquierda revolucionaria, Mir). Le Mir regroupait des courants idéologiques et politiques différents : des anarchistes, des cadres du mouvement syndical, tel le chrétien Clotario Blest qui avait dirigé la centrale syndicale Cut, des trotskystes du Parti socialiste populaire, dont Humberto Valenzuela et Luis Vitale, des trotskystes de l'Avant-garde révolutionnaire marxiste-rebelle associés à un groupe de jeunes étudiants dirigé par Miguel Enriquez, et enfin des étudiants venus des Jeunesses communistes.

Deux ans plus tard, le courant emmené par Enriquez expulsa les militants – Blest, des trotskystes… – qui ne voulaient pas s'orienter principalement sur la lutte de guérilla. Enriquez, qui avait la révolution castriste pour référence, se rendit à Cuba à plusieurs reprises. La victoire de Mao en Chine et celle de Castro à Cuba, deux pays sous-développés, ainsi que l'hostilité de la puissance américaine à leur égard, exerçaient alors un attrait sur une partie de la jeunesse intellectuelle dans le monde, et en Amérique latine en particulier. Le Mir s'inscrivait dans ce cadre.

Il n'était pas une organisation communiste révolutionnaire, mais un courant de la petite bourgeoisie radicale. S'inspirant de ce qu'avaient fait à leurs débuts le maoïsme, puis le castrisme, il voulait lutter contre l'injustice sociale

et la violence de l'État bourgeois en levant une armée qui se porterait à la tête des luttes du peuple. Le Mir voulait préparer la guérilla en se réfugiant, si nécessaire, loin des villes et du monde ouvrier. Il rejetait les élections, même si, avec toutes leurs limites réformistes et leur intégration au système, elles peuvent fournir à des révolutionnaires des moyens de s'adresser aux travailleurs au nom de leurs intérêts de classe.

Le Mir parlait bien de la lutte des classes, mais il ne faisait pas de la classe ouvrière le pivot de son activité militante. Par choix social et politique, il tenta d'agir aux côtés des plus pauvres parmi les paysans, les ouvriers ou les *poblaciones*. Dans *Mémoires de la lutte des sans-terre*, Julian Rebolledo, un « *métis chilien, chrétien et agitateur* » comme il se qualifiait, témoigne. Après avoir participé à la contestation étudiante dans la ville de Concepcion, il se rendit dans la région du Cautin chez les paysans mapuches : il voulait y établir une « *convergence entre des valeurs de justice sociale de jeunes épris de liberté de notre classe moyenne chilienne et la disposition des Mapuches à récupérer leurs terres usurpées* ». Il s'agissait aussi de repérer des régions susceptibles de servir de refuge quand le Mir s'engagerait dans la lutte armée.

Les militants du Mir accompagnaient les dirigeants mapuches lors des entrevues avec des avocats, des fonctionnaires du tribunal des Indiens et autres membres de la bureaucratie d'État. Autant de démarches que les porte-parole des Mapuches avaient déjà faites en vain, et qu'ils réitéraient avec l'espoir de s'appuyer sur la réforme agraire

de Frei. Mais l'administration n'avait pas changé : elle restait au service des grands propriétaires et cela ne déboucha sur rien.

Le Mir participa à des prises de domaines avec les paysans les plus déterminés. Ils chassaient les propriétaires et demandaient à l'administration d'appliquer les mesures de réforme agraire à ce domaine. Ces opérations étaient dangereuses, car les propriétaires, bien mieux armés que les paysans, se défendaient et essayaient de reprendre leur domaine. Les initiatives et le courage de ses militants valurent une certaine popularité au Mir.

Sans programme défini, le Mir reposait d'abord sur une attirance commune de ses membres pour Castro ou Mao. Et cela posait bien des problèmes, aux dires mêmes d'Enríquez : « *C'était une foire d'empoigne, de groupes, de fractions, de disputes… Il n'y avait pas de stratégie et encore moins de tactique… Isolés des masses, on n'a jamais sérieusement tenté de réaliser des actions armées, alors qu'on en parlait et que le mouvement se définissait par la lutte armée.* »

Alors, rapidement, le Mir se rapprocha de l'Unité populaire. À l'approche de la présidentielle de 1970, après plusieurs entrevues entre Enriquez et Allende, il décida de suspendre ses actions armées. Il ne voulait pas gêner la campagne d'Allende, qui promettait la libération des prisonniers politiques. Il n'appela cependant pas à voter Allende… tout en affirmant qu'il fallait battre la droite. Le Mir pensait que celui-ci n'avait aucune chance de l'emporter et qu'il fallait se préparer à un durcissement du régime,

voire à une dictature militaire. La victoire d'Allende le prit par surprise.

Naissance du Mapu

Au sein de la DC, la politique de Frei entraîna le départ de toute une partie des militants, en particulier la jeunesse du parti. Le massacre du bidonville de Puerto Montt scella la rupture. Ces chrétiens de gauche fondèrent le Mapu (Movimiento de acción popular unitaria). Le Mapu envisagea de présenter son propre candidat, Jacques Chonchol, à l'élection présidentielle, lequel se retira quand le Mapu rejoignit l'Unité populaire, fin 1969.

Ces liens entre les militants chrétiens et la gauche n'avaient rien de nouveau. En 1965, Chonchol avait publié un essai qui prônait le rapprochement entre la DC et la gauche. C'était une réponse à un texte d'Orlando Millas, dirigeant du PC, qui poussait à la même convergence.

Octobre 1969, le soulèvement du régiment de Tacna

En octobre 1969, l'armée fit de nouveau irruption sur la scène politique. Le général Viaux écrivit à Frei, lui demandant de donner à l'armée les moyens de se moderniser. Il revendiquait l'augmentation du budget militaire, la revalorisation des salaires des officiers conformément à *« leur haut statut social et à leurs grandes responsabilités »*. Il se plaignait qu'un général gagne moins qu'un ingénieur des mines de cuivre et voulait qu'on associe l'état-major aux décisions économiques et politiques.

Frei releva de son commandement Viaux qui, en réponse, déclencha la mutinerie du régiment d'artillerie de Tacna, dont la caserne devint le lieu de rendez-vous de nombreux gradés. Il avait le soutien de l'école des sous-officiers, de l'académie militaire et d'un régiment de blindés.

Le gouvernement semblait suspendu dans le vide. Les officiers des autres armes se faisaient porter pâles. Beaucoup d'hommes politiques, dont des socialistes, allèrent à la caserne écouter les griefs de Viaux et tenter de le dissuader d'aller plus loin. Au final, le chef de l'état-major apporta son soutien à Frei. Viaux, qui avait obtenu en partie satisfaction, mit fin à la mutinerie. Il fut envoyé en retraite anticipée et on renouvela l'état-major ; le ministre de la Défense démissionna ; les salaires des officiers et le budget militaire augmentèrent.

Ces événements démentaient l'image, entretenue par les partis de gouvernement, d'une armée respectueuse des institutions républicaines et pilier de la démocratie. Comme si elle n'était pas intervenue à maintes reprises dans la vie politique, avant comme après la Deuxième Guerre mondiale, assumant sans faille le maintien des injustices sociales et la répression des luttes des opprimés !

Chapitre II

Les élections de 1970

L'Unité populaire

L'Unité populaire se forma en vue des élections présidentielle et législatives. En décembre 1969, le Parti socialiste, le Parti communiste, le Mapu, le Parti radical et de petites formations de centre-gauche signèrent un accord de gouvernement commun. La Cut soutenait la démarche. Forte de 900 000 syndiqués, elle affirmait être « *consciente de ses responsabilités, prête à participer à l'effort national* ».

Le PS d'Allende tenait alors un discours plus à gauche. Il disait être une composante de « *l'avant-garde révolutionnaire de la classe ouvrière* ». Lors de son congrès de Chillan en 1967, le PS alla jusqu'à évoquer la voie armée comme la « *seule voie qui conduit à la prise du pouvoir politique et économique, à sa défense ultérieure et à son renforcement* ». Des militants du PS apportaient leur soutien aux sans-logis dans les *poblaciones* et s'adressaient aux paysans pauvres. Cela ne changeait rien au fait que le PS était et restait un parti de gouvernement, inscrivant toute sa politique dans le cadre bourgeois de la société chilienne. Mais, pour arriver

aux affaires, il se gardait bien de démentir des illusions sur le changement radical qu'il pouvait susciter.

De son côté, depuis l'époque des Fronts populaires, le PC recherchait l'union avec les partis dits progressistes, y compris le Parti radical, dont l'un des présidents avait interdit le PC et envoyé nombre de ses militants en camps de concentration.

Par bien des aspects, le PC tenait un discours moins radical que celui du PS, apportant même un soutien critique à certaines mesures de Frei. C'est que ce parti, qui se revendiquait du communisme, avait le plus de militants et avait, surtout, la plus grande influence dans la classe ouvrière. En tenant un discours modéré, il se montrait responsable envers la bourgeoisie, à l'heure où il se préparait à participer à la gestion gouvernementale du pays. Alors, le PC expliquait aux travailleurs que leur sort dépendait avant tout de l'élection d'un gouvernement de gauche, mais en se gardant bien de les appeler à s'organiser et à lutter contre le pouvoir de la bourgeoisie.

Apportant à l'UP son influence sur la classe ouvrière, le PC va jouer, on le verra, un rôle capital dans le désarmement politique et matériel du prolétariat, face à la politique d'Allende et au danger mortel d'un coup d'État militaire pourtant annoncé.

Signalons qu'à la même époque, en France, le PCF avait une démarche comparable. Lui aussi offrit son influence sur les travailleurs au PS et aux Radicaux de gauche, pour qu'ils l'acceptent comme futur partenaire gouvernemental. Cela déboucha sur le Programme commun, un

programme de gouvernement pour l'Union de la gauche dirigée par un vieux routier du personnel dirigeant de la bourgeoisie : François Mitterrand. Après son élection en 1981, lui et ses gouvernements successifs mirent en œuvre une politique antiouvrière, au début avec la participation du PCF, ce qui contribua à déconsidérer ce dernier auprès de l'électorat ouvrier et populaire.

Au Chili, l'Unité populaire choisit Allende pour candidat. Une partie du PS craignant qu'avec trente-deux ans de carrière parlementaire ce candidat rebute la jeunesse, Allende rétorqua : « *J'ai un capital d'un million de voix obtenues en 1964… Je suis comme le Coca-Cola, un produit déjà introduit sur le marché. On connaît Allende dans chaque partie du Chili, je suis le seul qui puisse unir toutes les forces de gauche.* »

Le programme de l'UP

L'UP disait s'adresser aux « *ouvriers, paysans et autres couches exploitées* » frappés par la « *pauvreté généralisée, par les iniquités* », ainsi qu'aux « *employés, intellectuels, petits et moyens chefs d'entreprise* » victimes de difficultés croissantes. Elle dénonçait la soumission du Chili à l'impérialisme, ainsi que sa domination « *par certains secteurs de la bourgeoisie* » qui lui sont liés. « *Les monopoles nord-américains, avec la complicité des gouvernements bourgeois, ont réussi à s'emparer de presque tout notre cuivre, fer et nitrate. Ils contrôlent le commerce extérieur et dictent au Chili sa politique économique par l'intermédiaire du FMI… Ils interviennent également dans l'éducation, la culture et les moyens*

de communication. Ils utilisent les traités militaires et politiques pour noyauter les forces armées. » L'UP affirmait : « *La tâche fondamentale qui attend le gouvernement du peuple est d'en finir avec la domination des impérialistes, des monopoles, de l'oligarchie terrienne, et de commencer l'édification du socialisme au Chili.* »

S'il parlait de socialisme, ce programme était avant tout patriotique, sinon nationaliste, car il se faisait le porte-parole de l'intérêt que pouvait avoir la bourgeoisie chilienne à secouer la tutelle nord-américaine. Il se souciait de ce qui pouvait susciter ses espoirs, la favoriser dans le pays, pas de s'en prendre à son ordre social ni a fortiori de jeter à bas le système capitaliste.

S'agissant de l'armée, l'UP disait refuser de l'utiliser pour réprimer le peuple. L'UP voulait développer « *le caractère national de tous les secteurs des forces armées* » en encourageant leur contribution au développement économique du pays.

C'était là l'axe central du programme. L'UP entendait créer un secteur public, baptisé propriété sociale, par la nationalisation de secteurs comme les mines, les banques et assurances, la grande distribution… Cela devait se faire dans le respect des intérêts des actionnaires, dont on prévoyait l'indemnisation, y compris pour les sociétés étrangères. L'UP promettait aux secteurs qui resteraient privés l'assistance financière et technique de l'État. Entre ces secteurs privé et étatisé, il y aurait un secteur mixte : des entreprises dans lesquelles l'État prendrait des participations aux côtés des capitaux privés.

L'UP promettait d'accélérer la réforme agraire par le rachat des domaines dépassant 80 hectares de terre irriguées, et de mettre immédiatement en culture les terres abandonnées ou mal exploitées. Les terres expropriées seraient confiées à des coopératives paysannes. Il promettait aussi au « *peuple mapuche et aux autres indigènes des terres suffisantes et une assistance technique et financière* ».

Ce programme reprenait par bien des aspects celui de Frei, dont il voulait pousser plus loin les réformes. Comme ses prédécesseurs, l'UP voulait que l'État se substitue à la bourgeoisie chilienne pour assurer la modernisation du pays, dans l'intérêt des possédants qui n'avaient nulle intention d'y engager leurs capitaux.

Pour les travailleurs, l'UP promettait le réajustement automatique des salaires tous les six mois pour compenser l'inflation ; l'égalité salariale hommes-femmes ; l'extension à tous du système de Sécurité sociale ; l'accès aux soins ; la construction de logements ; la construction d'établissements scolaires, de crèches… L'UP annonçait la liste des 40 premières mesures qu'elle prendrait, en particulier pour les plus pauvres. La mesure n° 15 affirmait : « *Nous nous engageons à fournir un demi-litre de lait par jour gratuitement à tous les enfants du Chili.* »

Le programme fut relayé dans la population par les comités de l'Unité populaire (CUP). Il s'en forma près de 15 000, dont environ 5 000 à Santiago. Pierre Dupuy décrit ce succès populaire : « *Les militants des différents partis de l'UP invitaient leurs voisins à venir étudier ensemble le programme. Chaque chapitre, chaque paragraphe était lu,*

discuté, analysé et bien souvent corrigé ou transformé… les amendements remontaient… chaque CUP organisait un meeting et invitait tous les habitants du quartier. » Grâce à cela, Allende put compenser la faiblesse des moyens de la presse de gauche et tenir des meetings réunissant des foules considérables : 100 000 personnes à Valparaiso par exemple.

Les autres candidats

La DC présentait Tomic, dont le programme ressemblait à celui de l'UP, les références au socialisme en moins. Comme Frei en 1964, il parlait de « *révolution dans la liberté* ». Positionné entre la gauche et la droite dure, il se voulait le candidat de la paix sociale : « *Chiliens, Chiliennes, vous voulez vous réveiller tranquillement le 5 septembre, votez Tomic.* »

Plus à droite, le Parti national présentait Alessandri. Cet ex-président (1958-1964) faisait partie d'un clan dirigeant des dizaines d'entreprises, dont la Papelera qui avait le quasi-monopole de la production du papier. Avec la famille Edwards, la plus riche du pays, Alessandri faisait la pluie et le beau temps dans la presse écrite et l'édition. On le donnait gagnant, d'autant que, dans les bidonvilles et les taudis, beaucoup ne votaient pas, n'étant pas inscrits sur les listes électorales.

À lire *El Mercurio*, si Allende l'emportait, les chars russes envahiraient les rues de Santiago, comme ils avaient envahi Prague deux ans plus tôt ; le Chili serait sous la botte du « communisme totalitaire » ; les enfants seraient dressés

contre leurs parents ; « *Si vous aimez les poteaux d'exécution, votez Allende* », etc. La presse de droite ne lésinait pas sur les bobards les plus énormes, les calomnies, la désinformation, les faux sondages. Elle en avait les moyens, recevant l'aide financière de multinationales comme l'Anaconda et ITT, ainsi que du clergé catholique et de la CIA.

Pour faire pièce aux comités de l'Unité populaire, la droite fonda ses propres organisations sur la base des corporations professionnelles : les *gremios*. Elle lança des appels à l'armée afin qu'elle protège le pays en cas de victoire d'Allende. La campagne fut marquée par des affrontements entre partisans des différents camps.

Allende arrive en tête

Le mardi précédant les élections, la manifestation organisée par l'UP sur la principale avenue de Santiago dépassa largement les meetings analogues d'Alessandri et de Tomic. Allende avait le vent en poupe, mais son entourage n'escomptait pas mieux qu'une seconde place. Le soir du 4 septembre, il arriva de peu en tête. Sur les trois millions d'électeurs, 1,07 million l'avaient choisi ; 1,03 million, Alessandri ; Tomic avait eu 825 000 voix. Il n'y avait que 40 000 voix d'écart entre les deux premiers et les partis de droite avaient la majorité dans l'électorat.

Jusqu'alors, le Congrès, réunissant députés et sénateurs, avait toujours proclamé président le candidat arrivé en tête. Mais les partis de l'Unité populaire n'avaient que 80 députés et sénateurs sur 200, la Démocratie chrétienne en avait 75 et le Parti national 39. Le Congrès avait deux mois

pour désigner le nouveau président. La tradition allait-elle être respectée ? La droite montra qu'elle n'en avait pas l'intention, la DC se posait en arbitre.

Les classes populaires, elles, explosaient de joie. Un journaliste du *Monde* décrivit « *des dizaines de milliers de manifestants* [qui] *ont fêté toute la nuit de vendredi à samedi dans un Santiago survolté, enfiévré, bourdonnant de cris, de slogans, bruissant de cortèges brandissant des pancartes et scandant à l'infini : "Allende, Allende"…* ».

Ce qui se passait au Chili en 1970 avait d'autant plus de retentissement que la plupart des autres pays d'Amérique latine se trouvaient sous la botte de dictatures.

Empêché d'être désigné président ?

Castro fut la première personnalité étrangère à féliciter Allende. En Europe, la presse de gauche lui apporta son soutien. Claude Estier, futur dirigeant du Parti socialiste français, alors présent à Santiago, raconta : « *J'ai pu ainsi assister aux énormes manifestations qui, chaque soir, emmenaient des foules joyeuses dans les grandes avenues de la capitale, reprenant inlassablement le chant de l'Unité populaire :* Venceremos (Nous vaincrons). »

Aux États-Unis, la presse conservatrice s'alarmait. À l'en croire, Allende allait mettre en place un régime de type communiste. « *Allende plus dangereux que Fidel* », titraient certains journaux. À Wall Street, les actions des sociétés minières Kennecott, Anaconda ou Cerro Corp baissèrent immédiatement. Les cours du cuivre à New York et à Londres montèrent, en raison de possibles grèves dans

les mines du Chili et de l'aggravation de la situation au Proche-Orient.

L'arrivée d'Allende à la présidence n'avait rien pour plaire à l'administration Nixon. Non pas à cause d'Allende lui-même, qui affichait sa modération, mais pour ce que signifiait sa victoire. C'était un nouvel affront à la puissance américaine, déjà mise en échec à Cuba depuis une décennie, et à son armée qui ne parvenait pas à briser le peuple vietnamien. Washington usa donc de son influence pour écarter Allende. Le journaliste Jack Anderson, éditorialiste du *Washington Post*, qui tirait ses informations d'archives de la société ITT, révéla de façon détaillée en 1972 comment le gouvernement américain avait dès le début cherché à créer le chaos au Chili, avec la CIA et la complicité d'ITT, qui contrôlait les moyens de communication et craignait de voir ses biens nationalisés.

Une période agitée s'ouvrait. La presse de droite créa un climat d'affolement. Dans les banques, un vent de panique souffla, avec des retraits massifs de capitaux. Le ministre des Finances de Frei alimenta la psychose : les caisses de l'État étant vides, la désignation d'Allende, disait-il, leur porterait le coup de grâce. Des milliers de Chiliens aisés fuirent en Argentine.

Comme la majorité des cadres de l'armée acceptaient l'élection d'Allende, le général Viaux – celui de la mutinerie de 1969 – tenta de leur forcer la main. Deux jours avant le Congrès, il organisa un attentat contre le chef d'état-major, le général Schneider. Son assassinat indigna l'opinion, y compris celle des milieux démocrates-chrétiens. L'UP

s'associa au deuil national, en hommage au « général martyr ». La droite refusant la désignation d'Allende se trouva isolée.

Le haut clergé appela au calme et minimisa, pour un temps, la menace supposée de l'UP : *« Il n'y aura pas de transformation réelle de l'homme, sans un changement total des structures économiques, politiques et sociales existantes. Il faut supprimer l'exploitation du plus grand nombre par une poignée, mettre fin à la domination politique exercée par la minorité de ceux qui possèdent l'argent. »* Un cardinal s'adressa à Allende en ces termes : *« Vous pouvez compter sur moi, Président. »* Une partie des couches supérieures de la société savaient bien qu'Allende n'irait pas contre leurs intérêts.

La DC inclinait dans le sens de la stabilité souhaitée par sa base, que gagnait aussi l'espoir d'une société plus juste. Mais, pour voter Allende lors du Congrès, la DC exigea qu'il s'engage à respecter la Constitution et le Parlement, en signant un texte public : les statuts des garanties constitutionnelles. En l'acceptant, Allende s'engageait par avance à se plier aux décisions du Parlement, où ses adversaires avaient la majorité.

L'UP fait profil bas

Dès le 5 septembre, les dirigeants de l'UP demandèrent à leurs partisans d'*« empêcher les débordements pour éviter le coup d'État »*. Cette menace, présentée comme une conséquence de l'agitation populaire ou des prétendues provocations de la gauche radicale, dont le Mir, allait devenir le

leitmotiv des tendances les plus légalistes de l'UP. Allende et le PC, entre autres, la brandiront souvent par la suite pour appeler les classes populaires et les militants à la patience, pour les dissuader aussi d'agir par eux-mêmes, de prendre des initiatives. Officiellement, il s'agissait de ne pas braquer la petite bourgeoisie. En fait, ils cherchaient à ne pas heurter le patronat, à se concilier les bonnes grâces de la DC et à avoir au moins la neutralité de l'état-major.

Évoqué par Allende avant même son intronisation, le risque d'un coup de force militaire existait bel et bien. La récente rébellion du régiment de Tacna et l'attentat du général Viaux l'avaient rappelé. Les dirigeants de l'UP pensaient éviter que cela se reproduise en associant l'armée à leur politique de modernisation du pays, aussi s'entretinrent-ils alors à plusieurs reprises avec les généraux.

Quant aux comités de l'Unité populaire, censés être les piliers du nouveau gouvernement, il allait les abandonner courant 1971. L'UP ne souhaitait pas que ces comités soient source d'agitation, qu'ils deviennent les relais des revendications ouvrières et populaires. Tout devait passer par le filtre de la centrale syndicale Cut et par les partis associés au pouvoir.

Les discours sur le socialisme devaient combler les espoirs des classes populaires, auxquelles on demandait de voter, puis d'attendre dans la discipline que le gouvernement dispense d'en haut des mesures améliorant leur sort. L'UP s'appuyait sur l'électorat populaire et sur de nombreux militants ouvriers, mais son objectif était la modernisation du pays dans le cadre du système existant. L'UP

voulait convaincre la bourgeoisie qu'elle pouvait compter sur elle. Il lui fallait donc pour cela montrer sa capacité à contenir la mobilisation ouvrière.

La « voie chilienne » vers le socialisme, que vantaient Allende et les dirigeants de l'UP, était en réalité la politique réformiste qui avait si souvent, dans de nombreux pays, déjà mené la classe ouvrière à la catastrophe.

Allende à la présidence

Le 24 octobre, les députés et sénateurs démocrates-chrétiens votèrent dans leur ensemble pour Allende. Il obtint 153 voix, Alessandri 35. Le 3 novembre, Allende prêta serment devant le Congrès. Ce que fêtèrent le soir même, avenue Alameda à Santiago, des centaines de milliers de personnes. Deux jours après, au stade National, Allende déclara : « *L'histoire amorce ici un nouveau tournant, un peuple entier vient de prendre en main son destin, pour marcher, par la voix démocratique, vers le socialisme.* »

Le MIR émit des doutes sur la viabilité de la « voie chilienne » au socialisme, mais salua « *ce triomphe électoral de l'UP* [qui] *marque un pas en avant dans la défense* [des] *intérêts* [des masses]. *Objectivement il favorise l'évolution vers un processus révolutionnaire au Chili et par conséquent il favorise la gauche révolutionnaire.* » Et il offrit son soutien au gouvernement : « *Pour assurer un développement révolutionnaire et socialiste au processus, nous apporterons notre aide à la réalisation du programme en appuyant sa réalisation au niveau des couches les plus pauvres de la société. Notre attitude sera celle d'un observateur objectif, dont le seul but est*

le socialisme et, dans l'immédiat, nous appuierons les aspects de l'UP qui coïncident avec notre politique. » Des réserves du bout des lèvres, qui n'allaient d'ailleurs pas empêcher le Mir de former rapidement la garde personnelle d'Allende !

La capacité d'Allende et de l'UP à maîtriser l'agitation sociale et à juguler la crise économique se trouvait au centre du fragile compromis passé avec la DC et surtout avec l'armée, qui gardait l'initiative et les moyens de le rompre à tout moment.

Chapitre III

L'Unité populaire au pouvoir (octobre 1970)

Le nouveau gouvernement

Allende forma son gouvernement avec quatre socialistes, trois communistes, trois radicaux, Pierre Chonchol du Mapu à l'Agriculture, deux sociaux-démocrates et deux indépendants. Des dirigeants syndicaux appartenant au PC, au PS ou au Parti radical entraient au gouvernement. Le ministre des Finances était typographe. Le nouveau directeur de la Sécurité sociale avait dirigé le syndicat des mineurs. Des dizaines de syndicalistes devenaient directeurs de caisses d'assurances sociales, d'institutions ou d'entreprises étatiques. Il y en eut à des postes de gouverneurs et même d'ambassadeurs. Et la Cut se trouva associée au gouvernement par la signature d'une convention.

Cependant, le renouvellement des rouages de l'État resta superficiel. La grande majorité des membres de l'appareil d'État restèrent en place, toujours membres de la DC et toujours aussi liés au patronat.

Les mesures sociales

Après sa victoire électorale, l'UP engagea sa politique d'amélioration des conditions de vie des classes populaires. Les salaires les plus bas augmentèrent de 66 %, les plus élevés de 35 %, ce qui rattrapait peu ou prou l'inflation de l'année 1970. Et pour compenser la hausse des prix, on prévoyait d'ajuster les salaires tous les quatre mois, contre une fois par an sous Frei. Le gouvernement fixa un salaire annuel maximum à 1 600 dollars, une mesure poudre aux yeux, sans effet sur le sort des classes populaires. Avec l'instauration d'un certain contrôle des prix, l'inflation diminua à 12 % lors des six premiers mois de 1971, contre 29 % pour la même période en 1970. En 1971, le pouvoir d'achat des ouvriers augmenta en moyenne de 20 %.

Le droit à la retraite fut étendu à tous les travailleurs, et la pension minimale élevée au niveau du salaire minimum. Les pensions des invalides et celles des handicapés furent revalorisées. L'accès aux soins et à la Sécurité sociale se généralisa, des dispensaires et des garderies s'ouvrirent, des campagnes de vaccination s'organisèrent. Les élèves des quartiers populaires reçurent chaque jour un demi-litre de lait. Le gouvernement finança la construction de nouveaux logements et imposa la limitation des loyers. Durant les trois années du gouvernement Allende, il y eut plus de logements construits que durant les six années du mandat de Frei. Le chômage recula de façon importante, 200 000 emplois furent créés en 1971.

Des mesures élargissant les libertés individuelles et les droits des femmes furent annoncées, dont la légalisation

du divorce et de l'avortement. De nombreux prisonniers politiques, parmi lesquels des militants de la gauche révolutionnaire, retrouvèrent la liberté, et l'interdiction du Mir fut levée.

La force spéciale de police chargée de réprimer les émeutes fut dissoute. Mais l'armée, qui veillait au grain, restait intouchable pour l'UP. Par exemple, le gouvernement n'accorda pas le droit de vote aux soldats, qui ne purent pas s'exprimer de cette façon-là, alors que les officiers, eux, en avaient le droit.

Les mesures du gouvernement bénéficièrent surtout aux travailleurs des entreprises nationalisées, où le taux de syndicalisation était important. Pour la grande majorité des travailleurs du secteur privé, ceux des petites et moyennes entreprises, les progrès furent plus limités.

La mauvaise volonté des employeurs, parfois publics, à appliquer les mesures en faveur des travailleurs entraîna des réactions. Fin mars 1971, une grève des transports en commun paralysa Santiago. C'était le mouvement le plus important depuis l'élection d'Allende. Les syndicats des chauffeurs protestaient contre la non-application, par les autorités, d'une augmentation des salaires. Ils demandaient aussi la démission d'un fonctionnaire de la direction des transports urbains. Les autorités de la capitale agirent contre la grève. Le chef de la police de Santiago fit arrêter un dirigeant syndical accusé de «*porter atteinte à la liberté du travail*». Et le gouvernement se déclara prêt, si le conflit se prolongeait, à placer les transports en commun sous le contrôle de l'armée.

Allende ne voulait en aucun cas encourager les ouvriers à outrepasser les limites fixées par son gouvernement. Les travailleurs devaient patienter et surtout renoncer à s'en prendre au système pour changer leur sort. Dans son discours du 1er mai 1971, Allende leur fit la leçon : « *Nous voulons que chaque travailleur comprenne que la théorie révolutionnaire établit que l'on ne détruit pas absolument et totalement un régime ou un système pour en construire un autre ; on prend le positif pour le dépasser, afin d'utiliser les conquêtes et de les amplifier. Il est important que cela soit compris et intériorisé par la conscience de chacun d'entre vous.* »

La bataille pour la production

Pour gagner la bataille de la production, ce qui devait convaincre une partie de la bourgeoisie chilienne du bien-fondé de sa politique, l'UP se lança dans la formation de l'aire de propriété sociale (APS), qui regroupait les sociétés nationalisées, et de l'aire de propriété mixte, avec les sociétés dont l'État prenait la direction tout en leur maintenant un statut privé. Cela prit des mois. Allende voulait à chaque fois soumettre les nationalisations à l'approbation du Parlement, où l'opposition, majoritaire, s'efforçait d'en limiter la portée. Ainsi, elle rejeta le projet de loi transférant 254 sociétés à l'APS. Un nouveau projet présenté fin 1971 n'en prévoyait plus que 91.

Le contrôle sur l'extraction du cuivre faisait en revanche l'unanimité. Deux semaines après son installation, le gouvernement créa une commission chargée d'étudier la

nationalisation de l'industrie du cuivre. L'UP voulait rassurer sur la légalité de cette mesure. Un sénateur du PC déclara que « *la nationalisation du cuivre chilien se ferait par l'intermédiaire d'une réforme de la Constitution* ». Les accords signés entre l'État et les compagnies étrangères, ajouta-t-il, « *ont été rédigés par des avocats américains* » de telle façon que, si l'État chilien promulguait une simple loi de nationalisation, « *les sociétés expropriées pourraient présenter un recours devant la Cour suprême* ». Le gouvernement ne voulait pas brusquer le grand patronat et cherchait son assentiment.

Fin décembre 1970, Salvador Allende signa le projet de réforme constitutionnelle pour la nationalisation du cuivre. Il donna à l'événement une solennité particulière : la cérémonie se déroula sur la place de la Constitution, devant le palais présidentiel. Il y déclara : « *La nationalisation du cuivre fournira au Chili 70 millions de dollars par an… Il ne s'agit pas d'une agression contre le peuple ou le gouvernement nord-américains. Il ne s'agit pas non plus d'une agression contre les entreprises elles-mêmes, car les indemnisations seront justes et la nationalisation se fera conformément à la loi.* » Le Parlement chilien, unanime, approuva ce projet en juillet 1971. Cela montrait à quel point la nationalisation du cuivre importait à la bourgeoisie chilienne.

Restait le problème des indemnités. Le gouvernement décida de tenir compte des bénéfices excédant 12 % l'an, réalisés par Kenecott et Anaconda depuis 1955. Au Chili, leurs marges avaient souvent dépassé 20 %, atteignant parfois 50 %, contre moins de 5 % dans d'autres pays. Leurs

bénéfices avaient explosé. Des profits d'autant plus faramineux que les compagnies n'entretenaient plus les mines, les laissant en piteux état.

Le gouvernement annonça en septembre 1971 que ces sociétés ne pouvaient prétendre à une indemnisation. Le Chili ne leur devait rien. Ce fut la décision la plus radicale que prit Allende, l'assentiment de l'opposition l'ayant sans doute encouragé dans ce sens. Une décision inacceptable pour les compagnies minières et l'État américain : ils allaient intensifier la guerre contre le gouvernement d'Unité populaire, avec l'objectif de le faire tomber.

Nationaliser sous contrôle de l'administration, pas des travailleurs

Dès la fin de l'année 1970 et durant les deux années qui suivirent, Allende annonça peu à peu une série de nationalisations dans l'industrie et la finance. L'État rachetait ou prenait des parts dans les plus grandes sociétés, en s'appuyant sur la Corfo, organisme d'État qui datait du Front populaire.

L'accord conclu entre le gouvernement et la Cut prévoyait la participation des travailleurs à la gestion des entreprises nationalisées. Leur personnel devait adopter un règlement à ce sujet en assemblée générale et des comités de production devaient se mettre en place. Les conseils d'administration comprendraient cinq représentants de l'État, cinq représentants des salariés élus par l'assemblée générale et un représentant désigné par le chef de l'État pour présider le tout. Dans la majorité des cas, celui-ci devint le dirigeant

effectif. En juin 1972, seuls 56 % de ces conseils d'administration fonctionnaient.

La participation des travailleurs resta limitée : tout au plus pouvaient-ils parfois modifier des choix de production. Ainsi à l'usine Easton, une fabrique de meubles de luxe de Vicuña-Mackenna (un quartier de Santiago), alors que le conseil d'administration exigeait la poursuite d'une production de luxe, plus profitable, les ouvriers firent pression pour qu'il la réoriente vers des meubles plus à la portée d'une clientèle populaire.

Il n'était pas question d'un contrôle ouvrier sur les entreprises. Les dirigeants syndicaux pouvaient s'asseoir à la même table que les nouvelles directions, c'était un moyen de les associer à l'encadrement des ouvriers et de se servir de leur éventuel crédit pour demander aux travailleurs de nouveaux efforts ; et un moyen de contrôler une possible mobilisation des travailleurs, qui pouvaient se sentir plus forts depuis la victoire d'Allende et la nationalisation de leur entreprise.

« Propriété sociale » et « propriété mixte »

À chaque nouvelle nationalisation, le gouvernement en négocia les conditions avec les propriétaires. Et à chaque fois il consulta le Parlement, Allende se refusant à agir par décret. Les exemples suivants illustrent cette volonté de s'entendre avec les propriétaires.

La Pacific Steel Company, premier producteur d'acier du Chili, dont le président assura que les actionnaires

privés étaient « *bien disposés* » à l'égard des propositions gouvernementales.

Les mines de fer de la compagnie américaine Bethlehem Iron Mines, dont l'accord prévoyait un délai de dix-sept ans pour le règlement des indemnités, avec un intérêt annuel de 5,5 %.

Les mines de charbon de la compagnie Lota-Schwager, représentant plus de la moitié de la production nationale. L'entreprise était en difficulté, faute d'investissements suffisants ; l'État allait les faire. Allende assura que pour 15 000 familles de travailleurs, c'était la fin de « *l'incertitude et du désespoir* ». En échange de quoi, la production devait croître de 25 %. On fit appel à l'effort des mineurs pour que leur charbon arrive à des prix compétitifs sur le marché mondial.

S'agissant des banques privées chiliennes, le gouvernement donna des garanties aux actionnaires, rachetant leurs actions à un prix avantageux pour eux. Elles continuaient à fonctionner selon leurs statuts et traditions, avec la nomination d'un inspecteur du gouvernement. Les banques étrangères bénéficiaient d'un statut spécial, à propos duquel Allende déclara : « *Le gouvernement tentera de trouver avec elles un arrangement qui sauvegardera les intérêts de la nation.* »

En ce qui concerne l'aire de propriété mixte, celle des entreprises placées sous contrôle de l'État tout en restant propriété privée, le gouvernement y nommait un *interventor* chargé de les administrer. C'est ce qui se passa dans deux sociétés américaines, Purina de Chile et la fonderie de

bronze Nibsa. Les deux sociétés étaient accusées d'irrégularités dans leur gestion : elles n'avaient pas payé d'impôts. Cette décision égratigna les intérêts de la première fortune chilienne, Agustin Edwards, présent à la direction de Purina de Chile.

Avec ces initiatives, fin 1971 l'État contrôlait 90 % du crédit et 70 entreprises industrielles nationalisées ou placées sous la direction d'un *interventor*. Elles représentaient 85 % des exportations et 45 % des importations. Cependant, des secteurs importants, comme celui de la distribution des biens de consommation, restèrent pour les trois quarts aux mains du privé. Par la suite, cela facilitera l'accaparement des denrées et des marchandises et le développement du marché noir.

L'interventionnisme de l'État et l'effort des travailleurs connurent un succès certain. L'industrie augmenta sa production de 12 % en 1971, contre 0,3 % en 1970. Durant les premières semaines, il y eut peu de conflits sociaux pour perturber la production, notamment dans le secteur nationalisé. Les mesures sociales dont bénéficiaient travailleurs de ce secteur l'expliquent, tout comme les appels des partis de gauche et des dirigeants syndicaux à l'ordre et à l'effort pour gagner la « bataille de la production ».

Mais cela se passait différemment dans les autres entreprises, là où les patrons faisaient la loi comme auparavant. Certains, par peur d'Allende, ou pour se venger de lui, laissaient la production se dégrader. D'autres mettaient leurs ouvriers en chômage forcé.

La lutte de classe s'intensifie

Après de grandes espérances, la présidence d'Allende suscita de l'impatience parmi les travailleurs, qui ne voyaient pas venir de réels changements. Dans les entreprises privées, les grèves commencèrent à se multiplier, parfois avec occupation. Des militants ouvriers en prenaient l'initiative, encouragés par la victoire de l'Unité populaire et le soutien de leurs camarades.

La mobilisation ouvrière montait. En 1969, on avait recensé 977 grèves, il y en eut 3 523 en 1972. Il y eut 378 usines occupées en 1971 et 299 rien que durant les cinq premiers mois de 1972. L'une des revendications des travailleurs était l'expropriation de leur usine et son intégration au sein de l'APS. Cela permettait de se débarrasser des patrons et des chefs haïs qui sabotaient la production. La nationalisation s'accompagnait aussi de meilleures conditions de travail et de salaire.

Ainsi, en février 1971, l'écrivain Luis Sepulveda, alors militant socialiste, fut nommé *interventor* de la Coafrut, qui produisait des fruits déshydratés pour l'exportation. Six mois auparavant, l'élection d'Allende avait convaincu les ouvriers, qui ne supportaient plus les salaires de misère ni l'attitude de la direction, de prendre le contrôle de l'usine. Ayant expulsé patrons et contremaîtres, ils maintenaient la production. À la tête du mouvement se trouvait un ouvrier de 19 ans, militant du PS. Lorsque Sepulveda se rendit la première fois sur place, il se trouva face aux carabiniers et aux gardes armés du patron. Les ouvriers les écartèrent pour lui permettre d'entrer, l'accueillant d'un

chaleureux « *Bienvenue camarade délégué* ». Sepulveda essaya de répondre aux demandes des ouvriers, qui avaient besoin d'argent pour le fonctionnement de l'usine : il fallait payer le gazole, l'eau, l'électricité, les investissements, les arriérés de salaires ne venant qu'après. Ils demandaient à être payés au salaire minimum convenu entre le gouvernement et la centrale syndicale Cut. Pour défendre l'usine contre les sabotages des patrons, aidés par les groupes armés d'extrême droite, ils organisèrent des tours de garde jour et nuit. Ils purent alors continuer à produire.

Yarur, une usine textile de 4 000 salariés, fut un des exemples marquants des luttes pour l'expropriation des entreprises. Sous l'impulsion d'une jeune génération de militants ouvriers liés au PS ou au Mapu, l'occupation fut décidée le 15 avril 1971 pour « libérer l'usine », et pour contrer le sabotage des patrons qui voulaient envoyer les machines en Argentine, n'achetaient plus de matières premières et licenciaient. Le dirigeant syndical appartenant au PC s'opposa à l'occupation, car Yarur ne faisait pas partie de la liste des usines à nationaliser. Le 28 avril pourtant les ouvriers obtinrent sa nationalisation.

Pendant que le gouvernement livrait une bataille juridique et parlementaire, finissant par reculer devant l'opposition en acceptant de limiter l'APS, nombre de travailleurs poussaient à son extension. La classe ouvrière montrait sa force et se considérait comme le meilleur soutien du gouvernement face à l'opposition parlementaire et au patronat. Mais sa mobilisation gênait ce même gouvernement, qui

voulait s'entendre avec la bourgeoisie et ses représentants démocrates-chrétiens.

Le mouvement des *pobladores*

La mobilisation des travailleurs se manifesta aussi par la multiplication des occupations de terrains afin d'y installer les sans-logis. Les plus pauvres résolvaient à leur façon le manque aigu de logements dans les grandes villes. Ces occupations étaient plus radicales, encouragées par des militants du PS ou du Mir, qui créa une branche spéciale : le Mouvement de *pobladores* révolutionnaires (MPR). Chaque parti avait le souci d'élargir sa base en créant ses propres conseils de *pobladores*. Ces nouvelles organisations s'ajoutaient aux anciennes, tels le Conseil des *pobladores* de la Cut, créé sous l'égide du PC, la Centrale unique de *pobladores*, liée au PS, ou les organismes de *pobladores* contrôlés par la DC, un quart des bidonvilles de Santiago se trouvant sous son influence.

La réforme agraire

À partir de janvier 1971, la réforme agraire amorcée sous Frei s'accéléra. Le même organisme d'État, la Cora, devait exproprier de grands domaines et indemniser leurs propriétaires. La première année, l'UP expropria autant de domaines que Frei en cinq ans. Parmi eux, il y eut la propriété la plus importante du Chili, appartenant à la Société d'exploitation de la Terre de feu. Au total, cinq millions d'hectares furent confiés à des petits paysans. En août 1972, on avait exproprié près de la moitié des terres irriguées.

L'accélération de la réforme s'accompagna d'une mobilisation intense des petits paysans et ouvriers agricoles. En 1971, les deux tiers d'entre eux étaient syndiqués, soit 207 000 travailleurs.

Dans plusieurs régions, les communautés paysannes trouvèrent les mesures trop lentes et trop limitées. À côté des conseils paysans créés par l'administration et sous son contrôle, des conseils communaux paysans se formèrent à l'initiative des paysans syndiqués, notamment dans les régions les plus pauvres, dont celles où vivaient les communautés mapuches.

Certains conseils s'imposèrent à l'administration, mais elle entrava souvent leur action en ne tenant pas ses promesses de collaboration ou de crédits pour l'exploitation des terres. Dans le Cautin ou la province de Colchagua, les conseils, poussés par les paysans pauvres, entreprirent malgré tout d'étendre la réforme agraire. Ils tentaient de chasser les propriétaires, occupaient les domaines et faisaient pression sur la Cora pour qu'elle les intègre à la réforme. Des luttes violentes opposèrent paysans et propriétaires. En octobre 1971, lors d'une occupation, les propriétaires et leurs hommes de main tirèrent sur les occupants, tuant Moises Huentelaf, un paysan mapuche de 24 ans militant au Mir, et blessant d'autres personnes. Trois carabiniers assistèrent à l'attaque sans broncher. Le gouverneur de la région, alerté, ne fit rien.

Le gouvernement avait changé, pas les liens des autorités avec les possédants. Malgré la réforme agraire, le sort des ouvriers agricoles journaliers et des tout petits propriétaires

changea peu. Le gouvernement se gardait de les appeler à s'emparer du bétail et de l'équipement agricole appartenant aux grands propriétaires, alors qu'ils en avaient besoin pour mettre en valeur la terre qu'on leur remettait. Le partage des domaines profita un peu aux ouvriers agricoles permanents et surtout aux paysans disposant de quelques moyens. Les propriétaires fonciers gardaient, outre 80 hectares des meilleures terres, le bétail et les machines, ce qui leur donnait les moyens de saboter les effets positifs de la réforme agraire.

Les municipales de 1971

Les succès des premiers mois sur le plan économique, la relative amélioration des conditions de vie des classes populaires, dont une partie de la petite bourgeoisie, se firent sentir aux élections municipales de mars 1971. «*Allende a passé avec succès, au Chili, sa première épreuve électorale*», titra *Le Monde*. Pour la première fois de son histoire, la gauche était majoritaire aux municipales, les formations de l'UP totalisant 51 % des suffrages. Ce résultat traduisait le soutien que lui apportaient les classes populaires ainsi qu'une fraction de l'électorat de la DC.

S'appuyant sur ce succès, des membres du PS proposèrent d'organiser un référendum pour modifier la Constitution, dans le but de réduire l'obstruction de la droite parlementaire et du pouvoir judiciaire, tout dévoués aux classes riches. Allende et la majorité de l'UP rejetèrent cette proposition : ils voulaient éviter l'affrontement avec

la Démocratie chrétienne, espérant au contraire gagner son soutien.

Un vent d'optimisme soufflait à la tête de l'Unité populaire. Le discours d'Allende au Parlement, le 21 mai, l'illustra : « *Aujourd'hui, le Chili est le premier pays du monde appelé à construire le second modèle de transition vers la société socialiste… Les sceptiques disent que cela est impossible. Ils disent qu'un Parlement qui a si bien servi les intérêts des classes dominantes ne pourra pas changer et devenir le Parlement du peuple chilien. D'après eux, les forces armées et les carabiniers, soutiens de l'ordre institutionnel que nous avons dépassé, n'accepteraient pas de garantir la volonté du peuple de construire le socialisme de notre pays. Ils oublient la conscience patriotique, la conscience professionnelle et la soumission au pouvoir qui sont propres à nos forces armées et à notre police.* »

On mesure là les illusions qu'Allende et les partis de gauche propageaient et entretenaient dans les classes populaires : illusions sur la possibilité de mettre l'appareil d'État de la bourgeoisie au service des exploités et sur la prétendue fidélité des forces armées au pouvoir issu des urnes.

Novembre 1971, la visite de Castro

En visite officielle au Chili, accueilli avec tous les honneurs, Castro parcourut le pays durant trois semaines. Il apportait le soutien et l'autorité d'un pays qui avait surmonté l'hostilité de la bourgeoisie cubaine, résisté à l'agression des États-Unis et qui, tout en restant dans les limites d'une politique nationaliste progressiste, avait osé

exproprier les entreprises et les terres des sociétés américaines. Castro émit des doutes quant à l'évolution pacifique de la situation sur laquelle tablaient Allende et le PC.

Cette visite suscita l'hostilité de l'opposition. Le 1er décembre, une « marche des casseroles vides » rassembla des centaines de milliers de manifestants, en majorité des femmes qui protestaient contre les pénuries alimentaires. Beaucoup appartenaient aux classes moyennes, voire favorisées, mais il y avait là aussi des travailleuses pauvres.

À cette occasion, la Démocratie chrétienne et le Parti national montrèrent leur union, le mouvement d'extrême droite Patria y Libertad assurant un service d'ordre armé. Le gouvernement décréta l'état d'exception et un couvre-feu de cinq jours. Pour maintenir l'ordre, Allende s'en remit à l'armée, qui réprima sans ménagement la manifestation. La droite obtint, en retour, que le Parlement destitue le ministre de l'Intérieur.

Il avait fallu moins d'une année pour que la politique réformiste d'Allende se retrouve dans l'impasse. L'intervention de l'État dans l'économie, les efforts demandés aux travailleurs et les quelques mesures sociales ne pouvaient en aucun cas mettre le pays à l'abri des lois du capitalisme. Allende comptait sur la bonne volonté de la bourgeoisie. C'était une illusion funeste pour les travailleurs, car cette même bourgeoisie était la principale responsable de l'aggravation de la crise économique et sociale.

L'impuissance du réformisme face à l'impérialisme…

De concert avec ses trusts, Washington organisa l'asphyxie de l'économie chilienne sur le plan financier. Or le gouvernement d'Unité populaire, qui avait hérité d'une dette publique importante, manquait de capitaux pour indemniser les industriels et les propriétaires terriens, ou pour importer les biens nécessaires. Ainsi, pour fournir le demi-litre de lait promis aux enfants, il devait importer pour 55 millions de dollars de lait en poudre. Les importations de produits alimentaires ne cessèrent d'augmenter. On importa pour 200 millions de dollars de blé, de viande, de beurre et d'huile en 1970 ; 240 millions en 1971 ; 280 millions en 1972.

La dette s'envolait et le pays filait vers la banqueroute. Il fallut solliciter de nouveaux crédits auprès des grandes puissances. En janvier 1972, une délégation emmenée par l'écrivain communiste Pablo Neruda retrouva à New York les créanciers du Chili, le Club de Paris, comprenant États-Unis, Grande-Bretagne, France, Allemagne fédérale, Italie et Espagne. Neruda en fit le compte rendu en ces termes : « *En face de nous, formant un cercle qui me parut immense, siégeaient les fondés de pouvoir des finances, des banques et des Trésors qui représentaient un grand nombre de pays auxquels, semble-t-il, le mien doit beaucoup d'argent… Pourtant, comme on put le voir au cours de cette réunion implacable, c'était la banqueroute qui menaçait le Chili… C'est le délégué des Finances américaines, qui me parut avoir dans*

ses papiers, toute prête, cette flèche qui vise le cœur de mon pays. »

Neruda se posait en victime. Mais le gouvernement chilien était une victime consentante, car Allende et l'UP avaient choisi de respecter les lois du système capitaliste. Ils n'envisageaient pas d'autre solution que de s'en remettre à la finance internationale, qui voulait les faire plier.

Les banques et les instances financières internationales privèrent le pays de près de 200 millions de dollars. La renégociation de la dette chilienne était conditionnée à l'indemnisation des sociétés nord-américaines.

Kennecott et Anaconda obtinrent un embargo sur le cuivre chilien. Plusieurs pays, dont la France et la Suisse, suspendirent leurs paiements, occasionnant au Chili des centaines de millions de dollars de pertes en 1971-1972. L'embargo s'étendit aux pièces de rechange pour les machines et les véhicules. Il devint de plus en plus difficile de réparer les camions, le moyen de transport quasi unique du pays.

… et face à la bourgeoisie nationale

La bourgeoisie chilienne demandait à Allende et à son gouvernement de trouver des solutions à la crise, mais elle leur créait les pires difficultés et aggravait la situation par ses agissements dictés par la seule soif de profit. Les plus riches mettaient à l'abri, hors du Chili, tout ce qu'ils pouvaient de leurs capitaux et de leurs biens. Des gros propriétaires faisaient passer leurs troupeaux en Argentine ou

abattaient une partie du bétail, aggravant ainsi les pénuries et la flambée des prix.

Les industriels restés maîtres de leurs entreprises et les gros commerçants n'agissaient qu'en fonction de leurs intérêts immédiats, comme l'illustre l'épisode suivant dans un quartier de Santiago. En août 1972, l'Agricultural Trade Company interdit aux moulins de Puente Alto de vendre la farine au détail, la société préférant la vendre aux boulangeries. Cette décision mit en rage celles et ceux qui faisaient la queue depuis des heures. Ils coupèrent alors la circulation avec des barricades, et protestèrent auprès des autorités en menaçant d'investir le moulin. On finit par leur vendre une partie de la farine, afin de calmer leur fureur.

L'endettement du pays s'accompagnait de la chute de la monnaie chilienne et du retour d'une inflation galopante. Cette situation était renforcée par l'incapacité de l'industrie et de l'agriculture, sous-développées, à faire face à l'accroissement de la demande des classes populaires, conséquence des hausses de salaire. Dès le début de l'année 1972, des marchandises commencèrent à disparaître durant de courtes périodes. Mais bientôt l'huile, le café, la farine et d'autres denrées ne purent s'acquérir qu'au bout d'une attente interminable dans les files s'allongeant devant les magasins, ou bien en se fournissant au marché noir en plein essor. Les prix s'envolèrent de 22 % en 1971, de 163 % en 1972 et de 193 % entre janvier et août 1973.

De nombreux commerçants profitaient de la situation pour s'enrichir en stockant les denrées afin de les vendre plus cher. Le marché noir échappait aux prix officiels que le

gouvernement essayait d'imposer. On y trouvait le kilo de viande pour 60 à 70 escudos, alors que le salaire minimum était de 20 escudos par jour.

Début 1972, la crise économique empira : toute l'économie menaçait de s'effondrer. La population faisait face à une guerre sociale menée par la bourgeoisie et les puissances impérialistes. Face à l'imminence de la catastrophe, le pouvoir recourut aux moyens et expédients dont use un gouvernement en pareilles circonstances : le contrôle des changes et du commerce extérieur, le rationnement, les réquisitions… Mais Allende et l'UP respectaient la règle, sacrée pour la bourgeoisie, du secret commercial et du secret bancaire, ce qui privait d'efficacité les contrôles décidés par le gouvernement. D'autant que, pour contrôler, il s'en remettait aux fonctionnaires en place, avec lesquels la bourgeoisie avait depuis longtemps établi des liens étroits. De même qu'Allende et l'UP se montraient respectueux de l'État, des magistrats, de la police et de l'armée, ils agissaient en gérants loyaux du capitalisme, les deux choses étant indissociables.

Pour assurer réellement ces contrôles sur les prix, sur les stocks, sur les comptes des industriels et des commerçants, le gouvernement aurait pu en appeler aux ouvriers. Ouvriers et employés faisaient fonctionner les entreprises, assuraient la comptabilité et la gestion des stocks, le transport et la distribution des marchandises. Eux seuls avaient la capacité d'exercer un contrôle efficace sur l'économie, d'autant plus qu'ils y avaient intérêt. Ils étaient aussi les seuls, les employés de banques en particulier, à pouvoir

surveiller toutes les opérations financières, ils auraient pu ainsi contrecarrer la fuite des capitaux. Avec la levée du secret commercial, du secret bancaire, et l'exercice d'un contrôle par l'ensemble des travailleurs, la société chilienne aurait pu connaître un tout autre destin.

La volonté de se mobiliser ne manquait pas aux travailleurs, nous le verrons plus loin. Mais ce gouvernement refusait par principe que les masses puissent agir par elles-mêmes et pour elles-mêmes. Et quand il fit mine d'en appeler à la population, ce fut de telle façon que rien n'échappe au contrôle de l'administration. C'est ce qu'on constata avec la fondation des Jap.

Fondation des Jap

Le 29 juillet 1971, une « rencontre nationale des maîtresses de maison » se tint au stade Chile pour discuter des problèmes d'approvisionnement en présence du ministre de l'Économie. On dénonça les commerçants qui accaparaient les marchandises et on appela les « maîtresses de maison » à s'organiser dans leur quartier pour rendre plus efficace le contrôle du ravitaillement et des prix.

Des *juntas de abastecimientos y precios* (conseils d'approvisionnement et des prix), les Jap, naquirent les semaines suivantes. Pour former une Jap, il fallait une assemblée de quartier regroupant les comités de voisins, les centres de mères, les associations et les petits commerçants souhaitant collaborer. L'assemblée désignait un bureau et le faisait enregistrer au poste des carabiniers et à la Dirinco, l'administration chargée du commerce, alors dirigée par le

communiste Patricio Palma. L'assemblée désignait un inspecteur chargé des relations avec l'administration. Les Jap devaient surveiller les livraisons et veiller à l'application des prix officiels. Mais il n'était pas question que la population résolve les problèmes par elle-même : cela restait l'affaire des carabiniers et de l'administration.

Le gouvernement recommandait aux Jap de rechercher la collaboration des petits commerçants en les intégrant à leur direction. Mais, dans les faits, ces commerçants se voyaient désignés à la vindicte populaire par le gouvernement, qui les rendait responsables du marché noir et de la hausse des prix. Pour l'UP, la population devait faire pression sur les petits commerçants. Faut-il s'étonner si cela ne visait pas les grossistes et les grands patrons du commerce ?

Dans son numéro du 30 juin 1971, l'hebdomadaire *Chile Hoy* décrit le déroulement de l'assemblée d'une Jap dans un quartier de Santiago peuplé de 9 000 personnes, Independencia. Onze personnes participaient à la réunion, qui se tint dans une pièce modeste non chauffée. Il y avait dix représentants du comité de voisins, dont des commerçants, et du centre des mères, ainsi qu'un fonctionnaire de la Dirinco, appelé successivement « camarade » ou « monsieur l'inspecteur ». La présidente de la Jap devait faciliter les achats passés par les 24 commerçants locaux et superviser les livraisons. Elle devait aussi veiller au respect des prix officiels, ce qui entraînait des frictions avec les commerçants. L'un d'eux interpella l'assemblée en demandant si un bénéfice de 26 escudos par sac de patates était un chiffre raisonnable. Une autre fut dénoncée car elle

passait des commandes auprès d'autres commerçants. Se justifiant d'avoir refusé de vendre alors qu'il détenait de la marchandise, un boucher fit état de ses difficultés d'approvisionnement. Le fonctionnaire de la Dirinco notait les irrégularités…

La mise en place des Jap prit du temps. En octobre 1971, il n'en existait qu'une dizaine dans le pays. Après une campagne menée par le PC, leur nombre atteignit 200 en décembre. La hausse des prix, les pénuries et le marché noir devenant alarmants, ce n'est qu'après la publication d'un décret, en mars 1972, que l'on encouragea réellement leur création. En mai, il en existait près d'un millier. Mais faire respecter la limitation des prix, tout en laissant le secteur de la distribution aux mains du patronat privé, cela ne pouvait pas fonctionner. Les Jap n'ayant pas accès aux stocks ne pouvaient faire face aux corporations du commerce échappant à tout contrôle.

La création des Jap avait tout d'une diversion : elle montrait du doigt les petits commerçants et maintenait hors d'atteinte les plus gros. Une minorité de petits commerçants collaborèrent, mais beaucoup se sentaient pris pour cible, alors que leur responsabilité dans la hausse des prix était limitée, ce qui les poussait dans les bras de l'opposition. Lutter contre la spéculation imposait de contrôler les prix. Les Jap ou des organismes similaires auraient pu assumer ce rôle, mais à la condition que les classes populaires imposent leur contrôle sur les grandes sociétés, en collaboration avec leurs salariés, tout en cherchant à montrer aux commerçants de quartier que la population ne les

considérait pas comme des « ennemis naturels ». On pouvait ainsi tenter de les gagner à la cause des classes laborieuses ou obtenir au moins, leur neutralité.

Début 1972, l'opposition se met en ordre de bataille

Le patronat multipliait les obstacles à la production, quand il ne la sabotait pas. Dès 1971, l'investissement privé baissa de 25 à 30 %, l'entretien des machines n'était pas assuré, les livraisons avaient du retard, le chômage partiel était souvent imposé. Se souciant de son seul intérêt immédiat, la bourgeoisie aggravait la situation économique. Elle espérait aussi réduire la popularité d'Allende et dresser les classes moyennes contre son gouvernement. Dans le même temps, les partis d'opposition intensifiaient leurs attaques : à la tête de la Démocratie chrétienne, l'ancien président Frei avait remplacé Tomic et affichait sa volonté de combattre le gouvernement.

L'assassinat en juin 1971 de l'ancien ministre de l'Intérieur de Frei, Perez-Zujovic, donna à l'opposition de droite l'occasion de se regrouper. L'assassinat avait été perpétré par un groupuscule d'anciens du Mir qui prétendaient venger les morts du massacre de Puerto Montt en 1968. Incarnée par Frei, l'aile droitière de la DC se renforça. Les partis de droite s'unirent dans la Confédération démocratique (Code) en janvier 1972. Au Parlement, la droite multiplia les obstructions, les rejets des lois présentées par le gouvernement, les campagnes contre des ministres dont elle réclamait la destitution. Ce fut le cas du ministre socialiste

de l'Intérieur, José Toha, qui avait lancé la police contre des manifestants de droite, et avait accepté l'existence du Gap (Groupe des amis du président) assurant la sécurité personnelle d'Allende.

Dans les rues, de nouvelles manifestations des casseroles vides eurent lieu début 1972. L'extrême droite fascisante de Patrie et Liberté se montrait davantage. Elle recourait au terrorisme, incendiant des propriétés ou des usines en passe d'être expropriées, procédant à des sabotages de concert avec des patrons et des propriétaires terriens. Elle s'en prenait physiquement à des militants de l'UP. En août 1972, Mireya Baltra, ministre communiste du Travail, fut agressée alors qu'elle rentrait chez elle.

Face à cette offensive, Allende s'en remit de nouveau à l'armée. Il décréta pour la première fois l'état d'urgence dans la capitale, confiant à l'armée des droits de police exceptionnels. Le chef de la garnison de Santiago assura : « *Président, l'armée répond du contrôle de la situation. Et vous pouvez être assuré de sa discipline. Le premier colonel qui bouge, je l'abats moi-même.* » Ce général s'appelait Augusto Pinochet. En même temps, Allende multipliait les concessions, dans l'espoir de calmer la fronde de l'opposition. Il réduisit le nombre des entreprises à nationaliser et remania le gouvernement, en changeant d'affectation les ministres ciblés par la droite. Il tentait ainsi de ne pas rompre les ponts avec la DC, dont il recherchait toujours la collaboration.

Dissensions au sein de l'Unité populaire

Les choix politiques du gouvernement gênaient une partie de l'UP, d'autant que le mécontentement montait parmi les travailleurs. Fin 1971, les mineurs du cuivre réclamèrent des hausses de salaire de 50 %, quand le gouvernement ne proposait que les 22 % correspondant à l'inflation officielle. Allende en personne dissuada les mineurs de cesser le travail. Des grèves pour l'extension des nationalisations se multipliaient, les dirigeants syndicalistes de la Cut ne parvenaient pas à en limiter le nombre.

Les élections internes à la Cut, où chaque parti présentait ses propres listes, confirmèrent en mai 1972 que la DC gardait de l'influence au sein du monde ouvrier. Elle améliora son score, avec 26 % des voix, presque autant que le PS. Le PC, qui avait obtenu 50 % la fois précédente, restait en tête, mais avec seulement 30 % des voix. Le Mir allié à la Gauche chrétienne obtint 2 %. Ces résultats montraient la déception grandissante de nombreux salariés devant les limites de la politique de l'UP.

Dans les campagnes, la lenteur et la limitation des expropriations alimentaient l'impatience des paysans pauvres et des ouvriers agricoles, les poussant à agir par eux-mêmes. Les affrontements se multipliaient avec les propriétaires. Dans une lettre envoyée à Allende, des paysans témoignaient d'une prise de domaine ratée : « *Comment les* momios [les momies, comme on appelait les notables] *peuvent-ils brandir des armes de toute espèce et nous, avec nos mains nues, lutter ?* » Dans un autre domaine exproprié en mars 1972, les propriétaires tentèrent de reprendre une

partie du matériel les armes à la main : une fusillade laissa morts deux paysans.

Cette situation alimentait les critiques au sein de l'UP et de ses soutiens, tel le Mir. Dans la province agricole de Linares, le conseil provincial regroupant les partis de l'UP signa, en compagnie du Mir, un manifeste qui réclamait l'expropriation sans indemnités des domaines, l'expropriation du bétail et du matériel agricole, l'abaissement à 40 hectares du seuil d'expropriation, l'incorporation des journaliers à l'exploitation des domaines expropriés. Il se concluait par un appel à tous « *les vrais patriotes, les démocrates authentiques et tout le peuple : à l'attaque !* »

Mais, si critique il y avait, elle visait la forme, les modalités de l'application du programme, pas le fond : son choix de rester coûte que coûte dans le cadre des institutions. Face aux difficultés qui s'aggravaient, l'unité devint l'un des mots d'ordre de l'UP. C'était un piège pour les travailleurs. L'UP voulait disqualifier a priori, au prétexte de l'unité à préserver, toute critique de la politique gouvernementale émise au nom de la défense des intérêts de la classe ouvrière.

Mars 1972, un général au gouvernement

En mars 1972, les négociations avec la DC furent rompues et un complot militaire découvert. Les difficultés économiques alimentaient la défiance des classes moyennes envers le gouvernement. Le Pir (Parti radical de gauche) quitta l'UP, le ministre de la Justice, membre du Pir et

partisan du compromis avec la DC, démissionna. Les tendances les plus à droite de l'UP prenaient leurs distances.

En réponse, Allende nomma un général d'aviation ministre des Mines. C'était donner un gage à l'opposition. Et alors que la pression des pays impérialistes s'intensifiait, Allende, toujours soucieux de ne pas défier les États-Unis, ne remit pas en cause le traité d'assistance entre les forces armées chiliennes et américaines, ni l'appartenance du Chili à l'Organisation des États américains.

Lors d'une réunion de l'UP à Lo Curro en juin 1972, deux tendances se dessinèrent : Allende, le PC et le Parti radical réclamaient une pause dans les réformes ; une petite partie du PS, le Mapu et le Mir voulaient pousser les réformes plus avant. À entendre le PC, qui condamnait cette position en la qualifiant de gauchiste, le Mir et ses alliés provoquaient l'opposition de façon irresponsable et prenaient le risque de pousser l'armée à intervenir. Sans surprise, la position d'Allende et du PC l'emporta.

En juin 1972, un nouveau remaniement écarta du gouvernement le ministre de l'Économie, Pedro Vuskovic, jugé trop à gauche. Le communiste Orlando Millas, nouveau ministre des Finances, déclara : « *Le secteur de la propriété sociale regroupera seulement certaines activités. […] Augmenter le nombre d'ennemis serait désastreux ; nous devons au contraire faire des concessions, de manière à neutraliser au moins certaines couches sociales.* »

Le message envoyé aux travailleurs était : « Non aux grèves, non aux occupations. ». Les dirigeants du PC prétendaient que celles-ci faisaient le jeu de la droite en lui

fournissant un prétexte pour s'attaquer au gouvernement. Ce qu'elle faisait de toute façon, avec ou sans prétexte !

Le premier cordon industriel

Pendant que le gouvernement reculait devant le patronat et la droite, les conflits sociaux se multipliaient. En juin, une série de grèves éclata dans la zone industrielle Cerrillos-Maipu en périphérie de Santiago.

Les militants syndicaux exigeaient la nationalisation de l'usine Fensa, décidée en juin 1972, puis invalidée par les juges. Le lendemain de la visite du ministre de l'Économie, la direction de Fensa licencia les militants syndicaux. Le même jour, à l'initiative de militants ouvriers socialistes, l'usine CIC débraya pour les soutenir. Leur mouvement s'interrompit quand l'assemblée des travailleurs décida de suivre les militants du PC et de la DC, qui voulaient négocier. Quatre jours plus tard, les salariés de la conserverie Perlak entrèrent en lutte pour dénoncer l'accaparement de la production et sa vente au marché noir par la direction : ils exigeaient la nationalisation de l'usine. Dans celle de fibres synthétiques Polycron, les grévistes réclamaient le respect des accords signés entre syndicats et patronat en 1971. Les usines El Mono (aluminium) et Indubal étaient en grève.

Une délégation d'ouvriers de Perlak se rendit au ministère du Travail, où elle trouva des ouvriers d'El Mono. Les deux délégations envahirent le ministère. Le lendemain, la ministre communiste du Travail, Mireya Baltra, alla dans la zone industrielle, accompagnée de fonctionnaires et d'un

dirigeant syndical de la Cut, qui fut refoulé à l'entrée de Perlak. On lui reprochait de ne pas avoir soutenu la grève. Baltra déclara qu'elle n'entrerait pas dans l'usine sans lui. Un militant de Perlak l'ayant traitée de bourgeoise, reçut un coup, porté avec les journaux qu'elle tenait. Elle prétendit plus tard que ce militant avait eu « *une attitude anticommuniste et de ce fait antiouvrière* », que les travailleurs avaient « *insulté la Cut* ». Le gouvernement finit par envoyer les carabiniers sur place. En réaction, la grève s'étendit à toutes les usines de la zone.

C'est alors que se créa une coordination des usines en grève : le premier cordon industriel. La réunion eu lieu le 29 juin et regroupait des ouvriers d'environ 30 usines, accompagnés de militants de toute la gauche. Le représentant du PC quitta la réunion après avoir dit que c'était une action contre le gouvernement. Organisation indépendante de la Cut, le cordon industriel répondait à la nécessité d'organiser les luttes sur cette zone industrielle regroupant 46 000 travailleurs. Il était animé par 300 à 400 militants, dont les mots d'ordre étaient suivis par des milliers de travailleurs et, au-delà, par toute une partie de la population de la commune.

Le cordon organisa en juillet une manifestation pour obtenir la nationalisation de trois usines, et pour soutenir les paysans de Melipilla, dont plusieurs étaient emprisonnés. Mi-juillet, le gouvernement finit par réquisitionner une des entreprises et par nommer un *interventor* dans les deux autres.

L'Unité populaire demande aux travailleurs de patienter

Le 5 août, dans le bidonville de la Hermida, en périphérie de Santiago, une descente de carabiniers et de policiers dégénéra. Il y eut plusieurs blessés et un travailleur trouva la mort. Le chef de la police appartenait au PS. Allende se rendit sur place le jour de l'enterrement. Il put voir dans quelles conditions misérables vivaient les habitants ; il leur demanda pourtant de patienter.

Le même mois, parurent des décrets de restitution des entreprises réquisitionnées. Le ministre de l'Économie imposa une hausse importante des prix à la consommation afin, disait-il, d'encourager les commerçants à vendre hors marché noir. La mesure pesa sur la population sans que faiblissent ni les pénuries ni le marché noir.

Le décalage grandissait entre les aspirations et les luttes des travailleurs, d'une part, et les choix politiques du gouvernement, d'autre part. Tout en le soutenant, des militants du PS et le Mir reprenaient une partie des critiques émanant des travailleurs. Ils se le permettaient car, ayant moins d'influence parmi eux que le PC, ils risquaient peu d'encourager la classe ouvrière à agir par elle-même. De fait, ils n'avaient pas l'intention de rompre l'unité de la gauche et n'offraient aux travailleurs déçus que la perspective de faire pression sur le gouvernement. En cherchant à éviter que les plus combatifs se détournent du gouvernement, voire se retournent contre lui, ils lui rendaient service. Ils

apportaient ainsi leur pierre à sa politique respectueuse des possédants et de leurs intérêts de classe.

Octobre 1972, la réaction déclare la guerre

Jusque-là, l'opposition avait usé du Parlement, de la Cour suprême et de la Contraloria (organisme chargé de vérifier la légalité des actes de l'administration) pour entraver l'action du gouvernement. Sous la conduite de Frei, elle afficha désormais sa volonté de faire tomber le gouvernement en allant à l'affrontement.

À la fin de l'été 1972, après deux journées de manifestations violentes à Santiago, un porte-parole du Parti national déclara au Sénat : « *Le gouvernement qui nous dirige n'est plus un gouvernement qui commet des illégalités : c'est un gouvernement illégal, car les lois sont systématiquement violées de manière planifiée […], ce gouvernement est devenu illégitime.* » Un sénateur démocrate-chrétien réclama la démission d'Allende, d'autres, la formation d'un gouvernement d'unité nationale avec Allende, mais sans ses réformes. Les dirigeants de la DC demandaient que l'on n'envoie ni la police ni l'armée contre les manifestations d'étudiants ou de commerçants. Tout en accusant le gouvernement d'illégalité, ils exigeaient le droit à l'émeute, au désordre, au sabotage.

En réponse, l'UP appela ses partisans à manifester leur soutien. À Santiago, entre 800 000 et un million de personnes manifestèrent. Ces manifestations avaient un impact limité sur le rapport de force, car le gouvernement s'opposait aux actions des travailleurs qui auraient pu

menacer la base même de la puissance des possédants : la propriété privée des moyens de production et d'échange. À l'image des Jap, les classes populaires devaient aider le gouvernement, sa politique et son administration, mais pas prendre les choses en main directement.

En septembre, le gouvernement révéla que l'opposition se mobilisait. Allende déclara : « *On veut paralyser le pays, en suscitant un conflit dans le syndicat du transport routier… en créant des difficultés aux bateaux qui amènent le blé… Ils disposent de groupes fascistes et préparent des émeutes dans les rues.* » L'action étaient préparée par les corporations patronales et commerçantes, celle du transport de Leon Vilarin en tête, avec le soutien de Patria y Libertad, des milieux catholiques intégristes, et l'aide financière de la CIA. Tous espéraient le soutien d'une partie de l'état-major.

Le 1er octobre, les transporteurs de la province d'Aysen lancèrent la grève contre un projet d'entreprise publique de transport. Le 9 octobre, Leon Vilarin annonça une grève de soutien. Le 10, la Démocratie chrétienne organisa une manifestation de 100 000 personnes à Santiago. Le 11, la grève des camionneurs débuta : près de 12 000 camions cessèrent de rouler, des routes furent bloquées.

Se joignirent à la grève : les propriétaires d'autobus, l'ordre des médecins, celui des dentistes, des associations d'ingénieurs, de comptables, d'employés de banque, des officiers de la marine marchande, des pilotes de la compagnie aérienne nationale, l'ordre des avocats, les associations de petits patrons, le syndicat des taxis, la fédération des étudiants de l'université catholique… Dans la deuxième

ville du pays, Valparaiso, 40 % des commerces, la moitié des banques, 80 % des centres médicaux fermèrent.

El Mercurio accusa le gouvernement de « *vouloir implanter peu à peu la dictature du prolétariat* […]. *Ceux qui désobéissent à cette autorité révolutionnaire se placeront du côté de l'ordre public et des garanties constitutionnelles.* » Cela légitimait la violence du patronat et de l'extrême droite. Il y eut des dizaines d'attentats contre des installations électriques, des lignes des chemins de fer ou des entreprises étatiques. L'opposition demanda la restitution des industries occupées à leurs propriétaires, la limitation de l'APS, la privatisation des banques, la libéralisation du commerce extérieur et une loi sur le contrôle des armes.

Voyant son niveau de vie s'effondrer, la petite bourgeoisie exprimait ouvertement son mécontentement et se montrait de plus en plus sensible à la propagande de la droite. Alors même qu'elle était la principale responsable du chaos économique, la bourgeoisie regagnait ainsi de l'influence sur les classes moyennes.

Allende s'appuie sur l'armée

Face à la contestation, Allende décréta l'état d'urgence et confia à nouveau le maintien de l'ordre à l'armée : elle devait contraindre les transporteurs à reprendre le travail. À Santiago, on instaura le couvre-feu la nuit. On emprisonna quelques jours les dirigeants des camionneurs. Des militaires organisèrent des patrouilles, imposèrent la réouverture des supermarchés.

Le gouvernement tenta de parer au plus pressé, il menaça de réquisitionner des camions, recensa les chauffeurs disponibles dans tous les services publics afin d'approvisionner les pompes à essence, les hôpitaux, les pompiers, les policiers et si possible d'assurer les transports collectifs. Les Jap parvinrent à distribuer une partie des marchandises devenues rares.

C'est à ce moment-là que l'opposition fit adopter la loi sur le contrôle des armes. Sur simple dénonciation, elle permettait aux forces armées de perquisitionner partout. Le gouvernement n'y opposa pas son veto. Quelques mois plus tard, cette loi servira contre les travailleurs.

Les travailleurs à l'offensive

La mobilisation des opposants au gouvernement déclencha en retour celle, massive, des travailleurs et de la base de l'UP. Des milliers d'étudiants appartenant aux jeunesses des partis de l'UP et du Mir chargèrent et déchargèrent les camions et les trains qui parvenaient à circuler. Des milliers de jeunes et de travailleurs se proposèrent pour conduire les camions réquisitionnés et assurer l'approvisionnement des villes. Des groupes assuraient la sécurité des camionneurs au travail et des commerces ouverts.

Pour minimiser l'impact des pénuries et le détournement des marchandises vers le marché noir, les travailleurs des entreprises nationalisées fournissaient leur production directement aux Jap, aux commerçants ou au public. Ceux de l'usine Yarur décidèrent de ne pas fournir de tissu aux commerçants en grève, un exemple suivi par d'autres.

Dans certaines usines, les travailleurs réquisitionnèrent les camions et les mirent à disposition des autorités. Ailleurs, là où les patrons demandaient de cesser le travail tout en garantissant le versement des salaires, des ouvriers refusèrent, occupèrent le site et assurèrent la production. Des ouvriers auparavant en grève pour les salaires reprirent le travail pour ne pas être assimilés à l'opposition.

Dans cette réaction ouvrière, les cordons industriels se multiplièrent. Les nouveaux cordons répondaient au besoin de maintenir la production malgré la grève du transport et les sabotages des patrons. Dans le quartier Vicuña-Mackenna, il s'en établit un à l'initiative d'une quarantaine de syndicats. L'occupation de l'usine Elecmetal était l'un des enjeux de leur lutte. Occupée une première fois le 18 octobre, elle fut évacuée par la police, et reprise le lendemain par les travailleurs de la zone. Les militants du cordon organisèrent des brigades pour assurer le ravitaillement et les transports en commun, ainsi que la surveillance des usines que ciblaient des groupes d'extrême droite. Un militant raconta qu'« *il y eut plusieurs attaques de Patrie et Liberté et d'autres groupes d'ultra-droite* » et qu'ils durent « *maintenir l'unité de garde de sécurité de l'entreprise* ».

Des cordons plus ou moins importants s'organisèrent dans presque tous les quartiers industriels des grandes villes. Ils regroupaient des travailleurs, syndiqués ou pas, d'entreprises grandes et petites, nationalisées ou privées. Les cordons les plus en vue étaient ceux des zones industrielles Cerrillos-Maipu et Vicuña-Mackenna, dans la périphérie de Santiago. L'hebdomadaire socialiste *Chile Hoy*

évalua à une centaine ces coordinations formées durant la grève d'octobre. Leur revendication la plus importante était l'expropriation des entreprises occupées et l'intégration de celles-ci à l'APS, avec une participation réelle des travailleurs à leur direction. Dans les petites et moyennes entreprises, on demandait souvent le contrôle ouvrier.

La direction des cordons n'était pas élue par la base. Les réunions rassemblaient quelques dizaines de militants syndicaux représentant les entreprises de la zone. Le PS y était le parti le plus présent car, si le PC avait bien plus de militants ouvriers, il s'opposait aux cordons qui, selon lui, concurrençaient la Cut.

À côté des cordons, la mobilisation s'étendit aux quartiers populaires et aux bidonvilles. La population prit en main l'approvisionnement en se servant des Jap ou en réquisitionnant des commerces. Ainsi, le 6 octobre 1972, les habitants du campement Rosita Renard, situé dans la région de Santiago, constituèrent une Jap pour faire face à la pénurie. Ils avaient une équipe de surveillance pour appeler la population à la rescousse. En dix minutes, deux cents femmes pouvaient se rassembler pour imposer qu'un commerce ouvre et se mette à vendre. Leur vigilance leur permit de découvrir des spéculateurs et d'empêcher que des marchandises sortent du quartier pour être cachées ailleurs. Avec les travailleurs de l'usine Sumar, leur Jap organisait une vente directe avec pour slogan : « *Les travailleurs unis approvisionnent le peuple.* »

La mobilisation ouvrière mit en échec la grève des *momios*, imposa l'intégration de 65 entreprises à l'APS ou

leur mise sous intervention. Seules 9 d'entre elles faisaient partie du programme initial. Avant la grève il y avait 177 entreprises dans le secteur social ou sous intervention ; désormais, il y en avait 232.

Aux yeux des travailleurs, la lutte qu'ils menaient n'entrait pas en opposition avec l'action du gouvernement, qu'ils pensaient aider à contrer la grève des patrons. Le soutien à Allende se retrouvait dans tous leurs mots d'ordre.

Trois généraux au gouvernement

La grève des camionneurs et des organisations de la petite bourgeoisie prit fin le 6 novembre. La mobilisation des travailleurs avait empêché la paralysie complète de l'activité et du ravitaillement. Mais l'opposition obtint d'Allende plusieurs concessions. Il écarta les transports routiers et la distribution de toute nationalisation. Les Jap se voyaient refuser le droit de vendre les marchandises. Il fallait libérer et rendre à leurs patrons la plupart des usines occupées. Enfin, on n'engagea aucune poursuite contre les grévistes du patronat et de la droite.

Mais le gage le plus important donné à la droite fut, le 2 novembre, l'entrée au gouvernement de trois officiers généraux : le général Prats, commandant en chef de l'armée, devint ministre de l'Intérieur, l'amiral Huerta, ministre des Travaux Publics et des Transports (il deviendra ministre des Affaires étrangères sous Pinochet), et le général Sepulveda, ministre des Mines. Aux côtés des militaires, Figueroa, le président de la Cut, devint ministre du Travail

et Calderon, secrétaire général de la Cut, ministre de l'Agriculture. Tout deux étaient des dirigeants du PC.

La mobilisation dans les usines et les quartiers populaires avait été le principal obstacle à celle de la droite et du patronat. En recourant aux généraux, le gouvernement affichait une prise de position de classe. Non seulement il affirmait ainsi tourner le dos à la mobilisation ouvrière, mais il faisait le choix de s'appuyer sur l'armée, ce garant des intérêts des possédants, leur rempart ultime face aux masses.

Le 4 novembre, les quartiers populaires répondirent de nouveau en masse à la manifestation appelée par l'UP. Deux jours après l'annonce du nouveau gouvernement, cela ne pouvait apparaître que comme l'organisation d'un soutien à l'entrée des militaires au gouvernement. Allende vantait le loyalisme de l'armée durant la grève. Nommer ministres des chefs de l'armée était présenté comme une garantie pour que ce loyalisme perdure et se renforce, et comme le meilleur moyen de faire preuve de fermeté, cette *mano dura* que réclamait le PC contre l'agitation de la droite et de l'extrême droite.

Cette argumentation – la seule qu'ait pu avoir ce gouvernement qui craignait comme la peste l'intervention autonome des masses laborieuses – légitimait du même coup l'intervention de l'armée dans la conduite du pays. Le gouvernement revendiquait ce choix, qui le livrait à l'état-major. Le pire est qu'il livrait aussi les travailleurs, pieds et poings liés, aux généraux.

L'absence d'un parti communiste révolutionnaire

L'entrée de généraux au gouvernement alimenta les critiques d'une partie du PS, du Mapu et du Mir. Mais pas plus qu'avant ils n'envisageaient de rompre leur solidarité avec ce gouvernement ni de l'affaiblir. Ils excluaient de dénoncer sa politique pour ce qu'elle était réellement – grosse d'un danger mortel pour les masses laborieuses – et surtout d'encourager les travailleurs à aller de l'avant dans la construction de leurs propres organisations, et cela qu'il s'agisse des cordons ou d'autres organisations qui auraient pu surgir dans la lutte et assurer l'indépendance de classe des travailleurs face à leurs ennemis déclarés du patronat, de la droite et de l'armée et face à leurs faux amis au pouvoir.

Pour cela, il aurait fallu s'appuyer sur l'expérience récente pour montrer aux travailleurs qu'ils étaient en mesure de mener une autre politique contre la crise, à condition de prendre eux-mêmes les choses en main. De fait, de nombreux travailleurs avaient pris conscience des limites de la politique légaliste d'Allende. Les cordons industriels renforçaient la confiance de nombreux travailleurs dans leur force collective. Les occupations d'usines et le maintien de la production contre la volonté des patrons laissaient entrevoir une voie différente, opposée à celle de l'UP comme de l'opposition, une solution à la crise s'appuyant sur la capacité du monde du travail à assumer l'organisation de la société et sa réorganisation sur d'autres bases sociales.

Mais, face à l'opposition ouverte du gouvernement et de ses alliés, notamment du PC et de la Cut, l'activité des cordons industriels recula.

Il n'y avait au sein de la classe ouvrière chilienne aucune organisation révolutionnaire qui aurait pu s'appuyer sur l'expérience des travailleurs pour les faire aller de l'avant, pour qu'ils prennent conscience de qui étaient leurs ennemis, déclarés ou pas. Il n'y eut, tout au long des événements, aucun parti, aucune organisation qui s'adresse aux travailleurs en leur proposant d'inscrire leur combat, leurs aspirations, dans une perspective vraiment socialiste, communiste révolutionnaire : celle, non pas de cette prétendue « voie chilienne vers le socialisme » vantée par Allende, qui ouvrait un boulevard à Pinochet, mais celle du renversement de l'ordre bourgeois pour ouvrir la voie à l'établissement d'un pouvoir ouvrier.

Seul un État des travailleurs pouvait entreprendre la construction d'une société débarrassée du capitalisme, une société socialiste. Et cela, non pas dans le cadre du seul Chili, mais dans un cadre international, à commencer par celui de toute l'Amérique latine.

Chapitre IV

Vers le coup d'État de septembre 1973

Au cours du mois de novembre 1972, le gouvernement chercha à imposer la restitution des usines occupées à leurs propriétaires. La dirigeante du PC Mireya Baltra raconta, des années après, qu'Allende lui avait donné pour mission de convaincre les travailleurs de libérer les usines : « *Allende m'appelait plusieurs fois par jour pour savoir comment ça se passait, combien d'entreprises j'avais pu restituer à leurs propriétaires. J'ai réussi à leur en rendre pas mal, mais le fait que le gouvernement populaire ait confié ces entreprises à leurs patrons a généré beaucoup de critiques, surtout à gauche, de la part du Mir ou du PS.* »

Un projet de loi présenté par le général Prats et par Millas, ministre communiste de l'Économie, proposa de nationaliser 49 usines occupées, tandis qu'on allait en restituer 123 à leurs propriétaires. Les travailleurs concernés, qu'on ne consulta pas, devaient se plier au choix du gouvernement. Le PS et le Mapu contestèrent le projet. Allende le déclara fidèle au programme de l'UP, qui prévoyait de ne nationaliser que 91 entreprises. Certes, mais cela ne convenait pas aux travailleurs. Le projet Prats-Millas déclencha

leur colère, car ils admettaient mal qu'on rende les usines à ceux-là mêmes qui combattaient le gouvernement.

Des militants du cordon Cerrillos-Maipu dressèrent des barricades pour s'opposer à la restitution d'une dizaine d'entreprises occupées, comme Perlak ou Aluminios El Mono. Des assemblées de plusieurs cordons se déclarèrent contre les restitutions d'entreprises et pour leur nationalisation, en demandant des comptes aux ministres et aux partis qui soutenaient la loi. Fin janvier 1973, une manifestation commune de plusieurs cordons de Santiago se rendit au palais présidentiel. Devant leur délégation, Allende défendit le projet et promit de s'expliquer devant les travailleurs – un engagement qu'il n'allait pas tenir. Début février, 700 ouvriers du quartier Vicuña-Mackenna élevèrent de nouvelles barricades, démantelées après l'intervention de dirigeants syndicaux nationaux. Mais, face à la colère ouvrière, Allende préféra annuler le projet Prats-Millas.

Le fonctionnement des cordons évoluait, on commençait à y élire des délégués. Ainsi, dans le cordon O'Higgins, l'assemblée de chaque entreprise élisait un dirigeant syndical et deux délégués, lesquels élisaient à leur tour la direction du cordon. De plus en plus d'ouvriers proches de la DC prenaient part à la mobilisation contre les restitutions. La contestation montait aussi au sein du PC contre la politique de la direction. Pour paraître y faire écho, Luis Corvalan, dirigeant du PC, apporta son soutien en parole aux cordons industriels et aux autres organisations, tels les commandos communaux ou les conseils paysans. S'agissant des cordons, Corvalan affirma : « *Nous les concevons*

comme partie intégrante de la Cut, comme organisations de base de la Cut, et non comme organisations parallèles qui divisent le mouvement syndical. » Faute d'avoir pu empêcher que ces organisations acquièrent de l'influence dans la population laborieuse, le PC affirmait qu'elles devaient se soumettre à la Cut, dont la direction mettait tout son poids à soutenir sans réserve le gouvernement et sa politique de gérant loyal du capitalisme.

Les législatives de mars 1973

La droite espérait obtenir une majorité suffisante aux législatives de mars pour déclencher la procédure de destitution d'Allende. Il lui fallait pour cela les deux tiers des sièges du Congrès : elle en obtint 54,5 %, et ne put atteindre son but. L'UP recueillit 43,4 % des suffrages, soit près de 10 % de plus qu'Allende en 1970, mais 7 % de moins qu'aux municipales de 1971. Pour la première fois, le Mir avait apporté son soutien à des candidats du PS ou de la gauche chrétienne (IC). L'UP augmentait le nombre de ses élus au Parlement et au Sénat. Elle réalisait ses meilleurs scores dans les circonscriptions ouvrières et en enlevait plusieurs détenues jusque-là par le Parti national ou la DC. Elle gagnait aussi des voix parmi les paysans. En revanche, elle reculait nettement dans l'électorat petit-bourgeois qui avait soutenu la grève de novembre.

Allende forma un nouveau gouvernement où ne restait qu'un militaire, au poste de secrétaire national à la Distribution. Il devait s'assurer du bon fonctionnement des

transports routiers et de l'approvisionnement des commerces – le gouvernement ne comptait pas sur les Jap pour cela.

Pour l'opposition, toujours majoritaire à l'Assemblée, la possibilité de renverser le gouvernement dans le cadre légal s'éloignait. L'offensive de la droite et du patronat allait donc continuer, mais avec d'autres moyens et dans la perspective affirmée d'une intervention de l'armée.

La grève des mineurs du cuivre

En 1972, les salaires des mineurs auraient dû augmenter pour compenser la hausse des prix officielle. Mais la direction des mines avait déduit du réajustement salarial les augmentations déjà octroyées. Alors le 18 avril 1973, à l'appel du syndicat, une partie importante des mineurs d'El Teniente se mirent en grève.

Le gouvernement proposa des primes et indemnités, mais ne céda pas sur la hausse des salaires car cela aurait encouragé l'ensemble des mines à suivre cet exemple. Les prix du cuivre restant bas et les revenus tirés de l'exportation en baisse, le gouvernement affirmait ne pas pouvoir satisfaire les revendications.

La grève d'El Teniente s'enlisa. Les grévistes n'avaient pas le soutien des autres sites et restaient seuls face au gouvernement. Saisissant l'opportunité, la DC se porta à la tête du mouvement. Le 9 mai, des mineurs construisirent des barricades et affrontèrent la police. Le gouvernement décréta alors l'état d'urgence dans la province. Des mineurs et des militants socialistes échangèrent des coups de feu.

Un mois plus tard, 3 000 mineurs, un quart de l'effectif, marchèrent sur Santiago, où ils reçurent le soutien d'étudiants en grève contre un projet du gouvernement sur les universités. Mineurs et étudiants, qui voulaient occuper le centre-ville et se rendre devant le palais présidentiel, se heurtèrent à la police et à des groupes de militants du PS ou du PC venus des cordons industriels.

Dans les discours des partis de l'UP, la dénonciation de la guerre civile fomentée par l'opposition revenait sans cesse : « *Non à la guerre civile* » devint le mot d'ordre du PC. Un dirigeant du socialiste déclara : « *Tous les organes de masses doivent se maintenir en état d'alerte et de vigilance révolutionnaires et développer des initiatives qui viennent en aide à la défense du gouvernement.* »

Le 21 juin 1973, lors d'une grève générale à l'appel de la Cut, près de 700 000 personnes manifestèrent à Santiago leur soutien au gouvernement. La grève des mineurs prit fin au même moment.

Une tentative de coup d'État, juin 1973

Des cadres de l'armée constataient l'incapacité du gouvernement à endiguer la contestation sociale que l'approfondissement de la crise ne pouvait que renforcer. Leur état d'esprit évoluait, leurs dispositions aussi : ils s'apprêtaient à ne plus rester l'arme au pied. Ils prirent pour cibles ceux des leurs qu'ils jugeaient trop légalistes. Ainsi, le général Prats, qui incarnait la collaboration avec Allende, subit une agression lors d'une manifestation de l'opposition le

26 juin 1973. Des officiers soupçonnés de l'avoir fomentée furent arrêtés.

La presse de droite appelait ouvertement à la rébellion. Elle titrait : « Le président a perdu la légitimité de son mandat », « Allende n'est plus président de la République », « Les Chiliens ne sont plus tenus d'obéir à leur président ! »

C'est dans ce contexte que le 2e régiment blindé se souleva. Le matin du 29 juin, des chars entourèrent le palais présidentiel de la Moneda. Il y eut une vingtaine de victimes lors d'accrochages avec des troupes restées loyales. Le général Souper, à la tête du régiment de blindés, voulait déclencher un soulèvement des garnisons pour chasser Allende. Mais son régiment resta isolé. Le général Prats, soutenu par un certain Augusto Pinochet, négocia la reddition des mutins. Quant aux dirigeants de Patrie et Liberté, qui avaient appelé au soulèvement de l'armée, ils se réfugièrent à l'ambassade d'Équateur.

Ce putsch avorté révéla la défiance d'une majorité des gradés envers le gouvernement. Régis Debray, qui se présentait comme un ami d'Allende, écrivit dans *Le Nouvel Observateur* en septembre 1973 : « *Réunissant le lendemain dans son bureau le corps des généraux d'active des forces armées,* [Allende] *découvrit qu'il ne pouvait compter que sur quatre généraux contre dix-huit. Au même moment, les officiers subalternes délibéraient dans toutes les casernes du pays : huit sur dix, surtout parmi les plus jeunes, demandaient le relâchement des mutins et la destitution des quatre fidèles qui, Prats en tête, avaient obtenu leur reddition.* »

Durant la rébellion des blindés, Allende appela «*le peuple à occuper toutes les industries, les entreprises, qu'il soit en état d'alerte, qu'il vienne au centre… Il doit le faire avec tous les éléments qu'il a en mains… Si l'heure arrive, le peuple aura des armes*». C'était la première fois, et la dernière, qu'il évoquait la possibilité d'armer le peuple, ce qu'il refusera obstinément de faire deux mois plus tard, lors du coup d'État de Pinochet.

Réactions ouvrières

En organisant la riposte à la tentative de putsch, les cordons industriels retrouvèrent de la vigueur. Leurs dirigeants, qui servaient d'état-major à la mobilisation ouvrière, appelèrent à l'occupation des usines, organisèrent des brigades. Des dizaines de milliers d'ouvriers répondirent à cet appel. Toutes les usines du cordon Vicuña-Mackenna furent occupées, ce qu'on signalait à chaque fois en hissant un drapeau chilien. Dans le cordon Easton-Chile, les ouvriers rassemblèrent les véhicules et matériels nécessaires à la défense, une alarme devait sonner chaque heure dans chaque usine pour indiquer que tout allait bien. Les ouvriers du cordon Cerrillos-Maipu reçurent le renfort de *pobladores* et de paysans. Ceux-ci bloquèrent les routes et se mirent en relation avec le cordon, qui donnait les instructions suivantes: «*Se concentrer dans les usines et les occuper. Contrôler et réquisitionner nourriture, médicaments, combustibles, véhicules… Centraliser les renseignements concernant les différentes réquisitions et moyens à disposition du cordon. Les instructions ne seront données que par des*

délégués de chaque entreprise, qui devront montrer en plus de l'information le cachet du cordon. » Le cordon Santiago-Centro, qui regroupait des employés des services publics, des ministères, des radios, des hôtels et des banques du centre-ville, assura la liaison avec les cordons industriels et les informa de l'évolution du putsch.

Les mêmes scènes se répétèrent dans tous les cordons : usines à l'arrêt, occupées par les ouvriers organisés pour se défendre, mais sans l'armement évoqué par Allende. Les militants ouvriers du PC qui, suivant l'avis de leur parti, s'opposaient auparavant aux cordons, répondirent à l'appel.

L'après-midi du putsch, des milliers de travailleurs organisés en escadrons se rendirent au centre de Santiago pour porter secours au gouvernement. Les instructions étaient : « *Laisser un minimum de 30 travailleurs dans chaque entreprise, établir des groupes mobiles de travailleurs patrouillant la zone, organiser les travailleurs en escadrons pour protéger la mobilisation vers le centre.* » Les cortèges ouvriers rassemblés devant le palais après le départ des blindés réclamaient la dissolution du Parlement dominé par l'opposition. Quand, s'adressant à eux depuis un balcon, Allende déclara qu'il ne dissoudrait pas le Parlement, de nombreux sifflets lui répondirent.

La tentative de soulèvement militaire avait eu pour conséquence de renforcer les cordons industriels. De nombreux militants du PC y participaient désormais. Les travailleurs montraient de nouveau leur capacité à s'organiser. De nouveaux cordons se formèrent : on estime qu'il y avait

80 000 ouvriers membres des cordons à Valparaiso, 180 000 à Santiago.

Courant juillet, un embryon de coordination des cordons de Santiago se mit en place. Un militant ouvrier socialiste en fut élu président. Cette coordination publia un manifeste où elle affirmait ses objectifs : « *1. Défendre et élargir les conquêtes du gouvernement et de la classe ouvrière. 2. Représenter sous forme de démocratie directe les travailleurs du cordon. 3. Se constituer en organismes de défense du gouvernement actuel dans la mesure où celui-ci représentera les intérêts des travailleurs. 4. Approfondir le processus et aiguiser les contradictions de classes. 5. Lutter énergiquement pour une participation plus large de la classe ouvrière aux décisions qui correspondent à ses intérêts et développer le pouvoir des syndicats et des organismes de la classe ouvrière. 6. Coopérer de façon décisive à l'organisation et la préparation des organismes de défense du secteur, de façon à assurer à la classe ouvrière le contrôle territorial et politique.* »

La presse de droite dénonça violemment les cordons industriels. Selon *El Mercurio,* ils « *entouraient de manière menaçante la capitale* ». Mais, une fois l'orage du putsch passé, la nécessité de coordonner l'action des cordons industriels se heurta de nouveau à l'opposition des partis de l'UP. Opposés à l'indépendance des cordons, ils voulaient toujours les soumettre à la Cut.

Le PS poussa comme les autres dans ce sens, même si la plupart des dirigeants des cordons étaient socialistes. Le PC et le PS prônaient l'unité indispensable à la défense du gouvernement et considéraient que les cordons divisaient

le mouvement. Le PC voulait limiter l'adhésion aux cordons aux seuls travailleurs membres d'un des partis de l'UP. Quant au Mir, qui avait peu d'influence dans les cordons, l'un de ses porte-parole affirma que les cordons maintenaient la classe ouvrière isolée du reste du peuple. Même enrobé d'un verbiage radical, voire gauchisant, cela exprimait la même hostilité que le PS et le PC à l'organisation indépendante de la classe ouvrière.

Allende aussi insista pour que les cordons se fondent dans la Cut. Il y voyait la constitution d'une organisation parallèle qui affaiblissait le gouvernement. Peu lui importait que les cordons lui aient apporté un soutien décisif en octobre 1972 et face aux blindés : il ne pouvait admettre que la classe ouvrière commence, même de façon embryonnaire, à s'organiser indépendamment, hors du contrôle du gouvernement, de ses partis et des institutions de l'État bourgeois.

Les partis de gauche clamaient sur tous les tons, dans toutes les manifestations, toutes leurs publications : « *Pouvoir populaire !* » Mais, loin de s'appuyer sur la mobilisation ouvrière et populaire, loin de l'encourager, les partis de l'UP et le Mir voulaient la canaliser dans d'étroites limites, la subordonnant aux intérêts de leur parti et du gouvernement. Surtout, ils ne voulaient pas qu'elle gêne la politique d'Allende, qui restait le garant, à la présidence, de la continuité de l'État au service des intérêts fondamentaux des classes possédantes.

Allende et l'UP refusaient l'affrontement avec l'opposition, mais pas avec les travailleurs. Alors que l'opposition

voulait le chasser du pouvoir, Allende s'évertuait à l'amadouer. Il reprit les négociations avec la DC. Dans le même temps, le gouvernement expulsa des ouvriers qui avaient occupé les usines depuis la tentative de putsch. Le 18 juillet, des milliers d'ouvriers des cordons Cerrillos et Vicuña-Mackenna élevèrent des barricades contre ces expulsions et demandèrent encore l'élargissement de l'APS. À Vicuña-Mackenna, la police chargea et tua un jeune du Mir, dont un dirigeant fut arrêté.

L'armée perquisitionne…

Durant l'été 1973, pendant que les partis de l'UP s'efforçaient de limiter la mobilisation ouvrière, la réaction intensifia son offensive. De fait, l'intervention de l'armée avait débuté.

Début juillet, se servant de la loi sur les armes votée l'automne précédent, elle lança une série de perquisitions dans les usines, les quartiers ouvriers, les administrations, les locaux des partis de l'UP. Sous couvert de chercher des armes, l'état-major voulait intimider les ouvriers, habituer les soldats à agir contre eux et contre les partis du gouvernement, et repérer les soldats opposés à un coup d'État.

La base navale de Valparaiso servit de point de départ à cette opération. À partir du 10 juillet, après avoir fouillé les locaux de l'administration et de l'UP, des domiciles de militants de gauche, des hôpitaux, l'armée organisa des descentes dans les usines et installa un barrage sur la route Santiago-Valparaiso. Fin juillet, des militaires appuyés par des blindés occupèrent le local de la Cut au centre de

Santiago, ce qui, selon la droite, apportait *« une plus grande tranquillité pour la communauté »*.

Des perquisitions eurent lieu dans tout le pays. L'état-major savait qu'il n'y avait pas d'arsenal ouvrier caché : ses soldats trouvaient au mieux des matraques, des cocktails Molotov, des bâtons, rarement quelques armes à feu de petit calibre en mauvais état. Mais les descentes étaient l'occasion d'humiliations et de violences. Début août, un ouvrier fut tué lors d'une perquisition à Punta Arenas.

… et réprime des marins, août 1973

Dans le port de Valparaiso, des marins opposés au coup d'État militaire avaient appris que des officiers complotaient. Ils contactèrent des dirigeants de l'UP pour les en informer. Altamirano dirigeant du PS, Garreton du Mapu, ainsi qu'Enriquez du Mir recueillirent leurs témoignages. Aucun dirigeant du PC n'accepta de venir. Ces dirigeants politiques se voulant parmi les plus à gauche choisirent pourtant d'ignorer l'avertissement et d'en étouffer la diffusion. Ils craignaient la réaction de l'état-major, sur lequel Allende s'appuyait, et sans doute plus encore celle des masses laborieuses.

Le 8 août, la Marine déclara avoir découvert un mouvement subversif parmi les marins. Le lendemain, 23 d'entre eux furent arrêtés. Les arrestations se poursuivirent, pour atteindre la centaine. Le gouvernement que ces marins avaient alerté ne leur vint pas en aide. Au contraire, Allende les condamna publiquement le 9 août. Les marins n'auraient dû encourir que l'expulsion de la Marine, mais

le gouvernement intervint, en soutien aux officiers, pour durcir la sanction en appliquant la loi de sûreté intérieure de l'État et les fit emprisonner. L'état-major réclama sans succès l'arrestation des dirigeants de gauche qui avaient rencontré les marins.

Fin août, on apprit que ces marins avaient été torturés, qu'on les détenait dans des conditions visant à les briser, à en faire un exemple qui terrorise l'ensemble des marins et soldats. Dans une lettre envoyée à Allende, 33 d'entre eux dénoncèrent les violences qu'ils subissaient en donnant les noms de leurs tortionnaires. Ceux-ci avaient promis d'arrêter les tortures si les marins déclaraient qu'Altamirano, Garreton et Enriquez étaient leurs chefs et préparaient une série d'attentats à Valparaiso. Comme ils refusèrent, les mauvais traitements recommencèrent. Les marins concluaient leur lettre ainsi : « *Défendre le gouvernement, la Constitution, la légalité, le peuple, est-il un crime ? Et, au contraire, renverser le gouvernement, enfreindre la loi et mettre fin à la vie de milliers d'êtres humains, est-ce légal ? Que les travailleurs répondent !* »

Le gouvernement répondit en ne bougeant pas le petit doigt. Il dénonça même tout appel à la désobéissance des soldats.

En France, le quotidien du PCF, *l'Humanité*, décrivit, en l'approuvant, la position de l'UP : « *Certains mots d'ordre – par exemple la désobéissance envers les officiers élevée dans tous les cas en vertu révolutionnaire – donnent prétexte à des conflits renforçant les positions de la droite, à des provocations d'officiers réactionnaires contre le gouvernement.*

On voudrait jeter dans les bras des comploteurs les officiers loyaux que l'on ne s'y prendrait pas autrement. »

Le gouvernement livrait à la hiérarchie militaire ceux qui avaient voulu le soutenir parmi les hommes du rang. Il décourageait par avance au sein de l'armée toute opposition à un probable coup d'État. Il apportait ainsi son soutien aux gradés qui préparaient pourtant son renversement.

Nouvelle grève des camionneurs

L'économie continuait de s'enfoncer dans la crise. Le déficit budgétaire atteignait 115 % des recettes de l'État. La production agricole chuta de 20 %, et la production industrielle commença à baisser. À cause de l'inflation, le pouvoir d'achat retomba à son niveau de 1970.

Le sociologue français Alain Touraine, revenu à Santiago en juillet 1973, en témoignait : « *Les files d'attente sont longues, pour le pain surtout, mais aussi pour le sucre, l'huile, le café. La viande de bœuf a disparu, beaucoup de produits de première nécessité sont rares ou introuvables… Les Jap ou équivalents distribuent de manière irrégulière et partielle des aliments, en priorité vers les campements organisés… Les prix du gouvernement sont très bas mais, à côté, se développe le marché noir où les prix libres montent en flèche… L'inflation dépasse 1 % par jour.* »

Refusant d'en appeler à l'intervention des classes populaires pour qu'elles exercent un contrôle direct sur la production et la distribution des marchandises, le gouvernement laissait une minorité de spéculateurs libres d'accaparer les produits et de s'enrichir. De nombreux fonctionnaires

n'avaient pas la volonté d'exercer ce contrôle, quand ils ne se faisaient pas les complices des trafics.

La politique réformiste de l'UP avait déjà coûté cher aux classes populaires. Elles allaient bientôt la payer de leur sang, Allende et son gouvernement ayant sciemment désarmé les futures victimes et donné carte blanche à leurs bourreaux.

Le 26 juillet, une deuxième grève des camionneurs éclata, suivie par les mêmes organisations patronales et professionnelles qu'en octobre 1972. Les dollars de la CIA permettaient d'indemniser les camionneurs grévistes et les actes de sabotage reprenaient de plus belle : routes coupées, ponts, voies ferrées et pompes à essence détruits.

En réponse, le gouvernement réquisitionna des camions. Mais, contrairement à ce qui s'était passé lors du précédent mouvement des camionneurs et face au Tancazo, il y eut moins de réactions des cordons industriels. Un certain fatalisme s'installait, conséquence de la politique de l'UP, qui offrait pour toute perspective aux classes populaires d'assister à un accord du gouvernement avec l'opposition, sous le regard – et de plus en plus, la menace – de l'état-major.

Le 9 août, la Cut organisa une manifestation à Santiago. Des centaines de milliers de manifestants affirmèrent à nouveau leur soutien au gouvernement, même s'ils devenaient plus nombreux à désapprouver sa politique. Rassemblés devant le palais de la Moneda, ils apprirent la formation d'un nouveau cabinet, dit de sécurité nationale, avec le retour des généraux, dont le général Ruiz, qui avait dirigé

des perquisitions très violentes. Une partie de la foule siffla cette annonce. Des échauffourées se produisirent, opposant des membres du PS et du Mir à des défenseurs de la politique d'Allende appartenant au PC.

Le nouveau gouvernement, avec les chefs des trois armées et de la gendarmerie, fut accueilli de façons diverses. L'hebdomadaire *Chile Hoy* réalisa une série d'interviews dans les quartiers populaires. Il en ressortait que beaucoup gardaient l'illusion, alimentée sans cesse par l'UP, que l'on pouvait compter sur l'armée pour protéger le gouvernement et mener une politique de fermeté contre l'opposition. Le général Prats, chef de l'armée nommé ministre de l'Intérieur, était censé incarner le légalisme des militaires. Mais, aux yeux des ouvriers les plus conscients, les militaires constituaient une menace. *Chile Hoy* rapporta que les représentants de 45 syndicats avaient condamné le nouveau cabinet lors d'une réunion du cordon Vicuña-Mackenna.

En tant que membres du gouvernement, les dirigeants du PS étaient solidaires de la répression contre les marins, des perquisitions dans les usines et dans les locaux de leur propre parti, ou de la restitution des usines occupées. Mais dans leurs discours ils disaient soutenir les marins et le pouvoir populaire. Certains évoquèrent leur sortie du gouvernement, un pas que les chefs du PS comme Altamirano ne franchirent jamais. Ils avaient trop le sens de la fidélité à Allende et, à travers lui, à l'État de la bourgeoisie chilienne.

Quant au PC, il soutenait sans réserve la présence des militaires au gouvernement, la présentant comme une garantie contre un coup d'État et la guerre civile. Mais, pour

répondre à l'inquiétude des militants de base, il créait des groupes d'autodéfense censés intervenir en cas de coup dur, avec la promesse que des armes seraient livrées. Pierre Dupuy, déjà cité, en témoigne, pour avoir participé à ces groupes d'autodéfense. Ils rassemblaient deux volontaires par cellule, faisaient de l'exercice physique, se formaient à la self-défense, aux premiers soins, à la manipulation d'armes légères, à la confection d'explosifs. Mais, dans les faits, « *il fallait donner la chasse aux fachos armés alors que nous n'avions que nos mains nues pour nous défendre* ».

Pinochet nommé à la tête de l'armée

La droite présentait l'intervention de l'armée comme la seule solution. *La Tribuna*, quotidien du Parti national, titra en première page : « *Que celui qui a une main libre ligote Allende avec les cordons !* » Pour cette presse, les cordons industriels serviraient à « *établir, comme le demande le Mir, la dictature populaire* ».

Dans ses *Mémoires*, le général Prats dit avoir désamorcé plusieurs tentatives de coup d'État. S'étant opposé au Tancazo, il représentait un obstacle au coup de force. Le 20 août, des femmes d'officiers manifestèrent devant chez lui pour exiger sa démission. Le lendemain, une assemblée de généraux réclama la même chose. Deux jours plus tard, Prats remit sa démission de commandant en chef de l'armée de terre et de ministre de l'Intérieur. Le général Prats expliqua que c'était « *pour ne pas briser l'armée* ». Tous les généraux qui passaient pour loyalistes démissionnèrent,

préférant disparaître de la scène plutôt que de s'opposer au coup d'État.

L'armée était toute leur vie, et leur vie, ils l'avaient vouée à préserver l'armée, quoi qu'il leur en coûte. Puisqu'un politicien démocrate comme Allende préférait risquer une défaite politique, voire la mort, plutôt que de toucher à ce qui est le noyau de l'État bourgeois et le meilleur rempart des possédants, l'armée et la police, comment aurait-il pu en aller autrement de chefs de l'institution militaire, même s'ils se disaient démocrates ?

Le coup d'État, 11 septembre 1973

Allende nomma Pinochet chef d'état-major en remplacement de Prats. Le même jour, la Chambre des députés déclara le gouvernement illégal et invita l'armée à passer à l'action. Allende comptait maintenant sur le général Pinochet pour prévenir le coup d'État réclamé par l'opposition et préparé par une majorité des gradés.

Le 4 septembre, jour du troisième anniversaire de la victoire électorale d'Allende, une foule immense envahit Santiago. Plus d'un million de manifestants défilèrent durant cinq heures en scandant « *Pouvoir populaire* » et en exigeant des mesures fermes à l'encontre de la droite et de l'extrême droite. Certains réclamaient des armes. Pour tous, le putsch était imminent, il avait l'appui de 16 des 24 chefs de l'armée.

Le 5, les militants de la coordination des cordons de Santiago écrivirent à Allende : « *Nous pensons que, non seulement on nous engage sur la voie qui mène au fascisme à une*

vitesse vertigineuse, mais que l'on est en train de nous priver des moyens de nous défendre. C'est pour cela, Monsieur le Président, que nous vous demandons de prendre la tête de cette armée sans armes, mais puissante de sa conscience, que nous vous demandons que les partis prolétariens laissent de côté leurs divergences et deviennent la véritable avant-garde de cette masse qui s'est organisée, mais qui n'a pas de direction. » Ils ajoutaient que, si leur appel n'était pas entendu, « *il n'y aura pas de guerre civile dans le pays, mais un massacre froid, planifié, de la classe ouvrière la plus consciente et la mieux organisée de toute l'Amérique latine* ». Description tragiquement lucide de ce qui allait advenir, en même temps qu'appel pathétique à celui-là même dont toute la politique avait frayé la voie aux massacreurs, leur lettre resta sans réponse de « Monsieur le Président ».

Celui-ci tenta alors une dernière manœuvre : l'organisation d'un référendum qui permettrait à l'opposition de le démettre légalement en cas de défaite. Le 9 septembre, il convoqua Pinochet et l'inspecteur général de l'armée, Urbina, pour qu'ils lui dressent un tableau de la situation. Selon Pinochet, il y avait partout des signaux inquiétants. Allende leur annonça son projet de référendum pour la mi-septembre.

Les généraux, Pinochet en tête, avaient fait leur choix et déclenchèrent sans attendre le coup d'État. À Valparaiso, le 10, les unités de la flotte quittèrent le port pour des manœuvres avec l'US Navy. Mais, dans la nuit, elles revinrent au port après avoir jeté à la mer les marins et les officiers opposés au putsch. En ville, le siège du PC sauta, provoquant

la mort de ceux qui le gardaient. Au petit matin, des rafales de mitrailleuses retentirent : l'armée tirait sur ceux qui sortaient dans les rues, elle s'en prit aux ouvriers qui allaient au travail. Ainsi 250 ouvriers d'une entreprise du bâtiment furent jetés à terre, frappés, et durent rester toute la journée allongés sur le ventre, les mains sur la nuque ; ceux qui protestaient étaient abattus. Dans les autres entreprises, les travailleurs étaient arrêtés, gardés les mains levées et l'on frappait ceux qui faiblissaient. L'armée arrêta des militants chez eux et parfois les exécuta sur place. Nombre d'entre eux furent dirigés sur le navire *Maipo*, où la torture les attendait.

À l'appel de la Cut, les moyens et voies de communication furent coupés. Des militants se retrouvèrent sur les hauteurs de la ville, dans les quartiers pauvres. Ils voulaient tenir jusqu'au moment où les armes promises arriveraient : « *C'est sûr, elles vont arriver, Corvalan a fait coller un peu partout des affiches sur lesquelles il déclare :* "Nous défendrons la Constitution partout, dans la rue et s'il le faut les armes à la main". »

Ils attendirent en vain. Les autorités et les dirigeants de l'UP en avaient voulu ainsi. Partout des ouvriers se rassemblaient, laissés sans aucune consigne, aucune arme. Les chefs du PC et du PS n'avaient rien fait pour s'opposer au coup d'État et ne voulaient pas encourager les travailleurs à le faire. Ils s'accrochèrent jusqu'au bout à la légalité, malgré le déchaînement de la terreur militaire. Pierre Dupuy croisa dans la rue le maire communiste de Valparaiso, accompagné d'un député et d'un secrétaire de section également

communistes. Ils allaient se rendre aux militaires et ils lui dirent : « *Nous représentons les autorités de la ville, nous devons aller discuter avec les militaires.* »

Les militaires, eux, ne discutaient pas : ils procédaient à un bain de sang. Le 14 septembre, les militants qui cherchaient encore à résister n'avaient plus de chefs et toujours pas d'armes. Dupuy constatait le désastre : « *Que font les grands dirigeants de l'UP ? Nous entraîner depuis des mois, passer des nuits en manœuvre ou à monter la garde, organiser des centaines de milliers de travailleurs en cordons, pour être conduits aujourd'hui comme des moutons à l'abattoir.* »

À Santiago, Allende se rendit au palais présidentiel avec sa garde personnelle. Seuls, au sein de l'armée, les carabiniers répondirent à son appel. Vers 8 heures, sur radio Corporacion, il appela les travailleurs à occuper leurs lieux de travail et à attendre les consignes. « *Ce que je souhaite essentiellement, c'est que les travailleurs soient sur leurs gardes, qu'ils soient vigilants et évitent toute provocation. Dans une première phase, il nous faut connaître l'attitude, que j'espère positive, des soldats de la patrie qui ont juré de défendre le régime établi, lequel est l'expression de la volonté des citoyens, et qu'ils suivront la doctrine qui a fait et qui fait le prestige du Chili, grâce à la conscience professionnelle des forces armées. Dans ces circonstances, j'ai la conviction que les soldats sauront remplir leur devoir. Quoi qu'il en soit, le peuple et les travailleurs, surtout eux, doivent être activement mobilisés, mais en leurs lieux de travail ; ils doivent écouter l'appel que*

je pourrais leur lancer et les instructions que leur donnera le camarade-président de la République. »

En guise de réponse, Pinochet, le propre chef d'état-major d'Allende, exigea sa démission immédiate. Toute l'armée se trouvait entraînée dans le soulèvement. Les carabiniers postés devant la Moneda l'abandonnèrent. L'armée occupa les points stratégiques de la capitale et proposa à Allende de prendre un avion, ce qu'il refusa. Il lança encore d'autres appels à la radio, mais sans jamais demander à la population de combattre les militaires.

En fin de matinée, l'aviation bombarda le palais présidentiel qui se retrouva vite en ruines. À 14 heures, c'en était fini. Allende gisait, la main sur le fusil AK47 que Castro lui avait offert, rappel tragique de tous ces fusils qu'il venait de refuser aux travailleurs. On admet en général qu'Allende se serait suicidé. Mais qu'il ait été tué ou qu'il se soit donné la mort, une chose reste certaine : jusqu'à la fin, il a refusé d'appeler les classes populaires à s'organiser pour contrer et briser le coup d'État. Il leur a refusé les moyens de s'armer, même si cela seul aurait pu les sauver, lui et son gouvernement.

Allende était un homme politique de la bourgeoisie, respectueux de ses institutions, de ses lois, de son système économique et en définitive de ses intérêts de classe. Ayant désarmé les travailleurs militairement et surtout politiquement, tandis qu'ils laissaient l'état-major libre d'agir, Allende et les partis de l'UP portent une responsabilité majeure dans l'écrasement des classes populaires et le massacre des militants ouvriers et de gauche.

La répression se déchaîne

Dans les quartiers populaires et les usines, la même scène se répétait : de nombreux ouvriers attendaient des armes qui ne venaient pas. L'ex-ministre communiste du Travail, Mireya Baltra, a raconté ce qu'elle avait vu au cordon Vicuña-Mackenna : « *Les travailleurs étaient réunis en assemblée* […] *et là ce fut une chose très difficile pour moi, très difficile. Les hélicoptères volant dans le ciel avec des mitrailleuses* […] *et les camarades… Qu'est-ce que je leur dis ? Que nous nous organisons avec quoi ? Un camarade me dit :* "Pas de discours camarade ! Où sont les armes ? Où sont les armes, parce que maintenant nous devons nous défendre !" *Je ne l'ai jamais oublié. Il me réprimandait et je me sentais impuissante parce qu'il n'y avait pas d'armes.* »

Dans le même cordon, certains résistèrent comme ils purent mais, armés souvent de simples bâtons, ils furent balayés. Un ouvrier témoigna : « *Notre réaction dans le cordon Vicuña-Mackenna fut pratiquement nulle.* […] *Nous n'avons pas été capables de mobiliser parce que s'est produite une débandade. Dans le cas particulier de notre entreprise de 400 travailleurs, je dirais que plus de 200 s'en sont retournés à leur maison et nous sommes restés un contingent de plus ou moins 150 camarades, les plus radicalisés, ministes, du PS et des gens du PC… Je me rappelle en particulier que, dans l'entreprise dans laquelle je travaillais, arrivèrent des détachements de la Jeunesse communiste, des jeunes de 15, 16 ans, des jeunes femmes du Mapu, et finalement, du Parti socialiste, pratiquement des enfants pour défendre, disons, le processus révolutionnaire d'Allende… Dans notre cas particulier,*

nous avons combattu toute la nuit du 11 septembre jusqu'à l'aurore. »

Un ouvrier d'Insa, dans le cordon Cerrillos-Maipu, s'est souvenu : « *Nous attendions de voir ce qui allait se passer finalement, s'il allait y avoir une résistance importante, nous attendions cela, une résistance d'une certaine forme… En réalité certains pensaient que, si les militaires avaient été capables de bombarder la Moneda, ils bombarderaient à plus forte raison les organisations qui avaient accompli le programme de l'Unité populaire.* » Dans certaines zones industrielles, les ouvriers résistèrent plusieurs jours.

Garcés, un conseiller d'Allende, raconta que la direction de l'UP s'était réunie le 11 septembre pour conclure : « *Il ne faut pas offrir de résistance ; les ouvriers doivent quitter les lieux de travail et rentrer chez eux.* »

Corvalan, qui dirigeait le PC, expliqua plus tard : « *Pour lutter contre les putschistes, il n'aurait pas manqué de combattants. Il y avait une volonté de se battre. Mais une avant-garde responsable ne peut pas tenir compte de ce seul facteur. La vérité est que cette détermination à se battre était limitée par une impuissance réelle.* » Une impuissance que les dirigeants de l'UP avaient voulue, organisée sur le plan politique et finalement militaire.

Altamirano, dirigeant du PS, raconta que la commission militaire de son parti, réunie lors du putsch, avait conclu que « *les possibilités de défense étaient pratiquement nulles. Il n'était plus possible, en une seule matinée, de mettre en œuvre ce qui aurait dû être programmé depuis des mois ou pour le moins au cours des semaines précédentes. L'idée*

d'appeler les travailleurs au centre de Santiago ou de les appeler à une grève nationale fut écartée. » Il reconnaissait qu'à aucun moment les dirigeants de l'UP, y compris ceux qui se voulaient les plus radicaux, n'avaient envisagé de s'opposer concrètement à l'armée.

Révélateur de leur dévouement aux classes possédantes, les dirigeants de l'UP préféraient se sacrifier, et livrer les travailleurs à la soldatesque, plutôt que de risquer de laisser s'instaurer une situation qui aurait pu remettre en question l'appareil d'État de la bourgeoisie.

La résistance impossible ?

En affirmant qu'il n'était pas possible de se battre, les dirigeants de l'UP ne faisaient que justifier leur capitulation, et toute leur politique qui l'avait préparée bien avant le 10 septembre.

La victoire de ce putsch qui s'annonçait depuis des mois n'avait rien d'inéluctable. L'armée chilienne comptait 75 000 professionnels et 25 000 carabiniers. Face à eux, il y avait, selon *l'Humanité* du 27 août 1973, « *un million et demi de travailleurs sur lesquels la centrale syndicale unique exerce une influence directe* ». La classe ouvrière avait donc au moins les moyens numériques de s'opposer au coup d'État.

Pour avoir une chance de vaincre le putsch, il lui aurait fallu prendre les devants. Quelques milliers d'officiers mis hors d'état de nuire, ce n'était pas chose impossible à des dizaines de milliers de militants ouvriers entourés de nombreux travailleurs qui, de toute façon, allaient risquer leur

vie si le putsch avait lieu. Et ils auraient eu l'aide des soldats de gauche, dont des milliers ont été emprisonnés ou exécutés pour n'avoir pas obéi lors du coup d'État. D'ailleurs, les carabiniers n'ont quitté le palais présidentiel que lorsqu'ils ont constaté qu'Allende et le gouvernement n'appelaient pas à résister.

Mais pour cela, bien plus que les usines, les centrales électriques ou les points d'eau, il aurait fallu mettre sous le contrôle direct des travailleurs les stocks de vivres, de munitions, d'armement et de carburant et faire en sorte que pas un officier puisse s'y servir sans avoir reçu le visa des représentants des travailleurs. Il aurait fallu que les travailleurs et leurs représentants pénètrent dans les casernes, cherchent à les placer sous leur contrôle, s'appuient sur les soldats sympathisants, surveillent les faits, gestes et ordres des officiers, soient prêts à s'y opposer et à arrêter les gradés ayant une conduite suspecte.

Oui, l'organisation d'un putsch, avec un état-major et des officiers mis dans l'impossibilité de bouger sans le feu vert des organisations ouvrières, aurait pu devenir impossible.

La mise en échec du coup d'État par les travailleurs aurait débouché sur une situation nouvelle, révélant à l'ensemble des classes exploitées l'étendue de leur force collective, et leurs possibilités de prendre en main leur sort et celui de toute la société. Au-delà, cela aurait été un coup de tonnerre dans toute l'Amérique latine, où les révoltes contre l'oppression alternaient avec les répressions sauvages. Les travailleurs du Chili auraient-ils alors pu entraîner dans la lutte contre les classes possédantes ceux d'Argentine, du

Pérou, de Bolivie ou du Brésil ? On ne réécrit pas l'histoire. Mais l'on doit constater qu'il ne s'est trouvé aucun parti pour défendre cette perspective-là.

Cela ne fut pas, non pas parce que les travailleurs auraient manqué de combativité, d'esprit de sacrifice, mais bien parce qu'aucun parti n'avait cherché – et il aurait fallu le faire bien avant septembre 1973 – à mettre en garde les travailleurs contre ceux qui, à gauche, leur mentaient sciemment, les désarmaient, en leur présentant les généraux comme respectueux de la volonté populaire.

La terreur dans les usines

Comme à chaque fois dans l'histoire que la bourgeoisie a craint de voir son pouvoir renversé par la classe ouvrière, la répression fut à la mesure de sa peur.

Elle déchaîna sa violence afin de briser toute résistance, de priver les travailleurs de tout moyen de s'organiser et de se défendre. Sa répression s'abattit sur le monde ouvrier et sur les militants. Précédant souvent les arrestations massives, les exécutions systématiques et les déportations, l'armée bombarda et parfois rasa des quartiers populaires entiers. L'utilisation de l'aviation et de l'artillerie montrait que les putschistes craignaient une réaction ouvrière. Pinochet et ses pairs savaient que, si les dizaines de milliers de travailleurs des cordons avaient pu s'organiser et combattre, ils n'auraient pas pu s'emparer de Santiago, Valparaiso ou Concepcion aussi facilement. Dans les jours qui suivirent, les radios et les journaux relayèrent les premiers édits de la junte, et publièrent des listes d'ouvriers licenciés.

Puis ordre fut donné à tous les travailleurs de se rendre sur leur lieu de travail.

La reprise dans la mine de cuivre d'El Teniente montre l'intensité de la répression qui toucha alors l'ensemble de la classe ouvrière. Le vendredi 13 septembre, les militaires ordonnèrent aux mineurs de se présenter au travail. À 4 heures 30 du matin, à l'entrée de la mine, des carabiniers et des militaires ordonnèrent aux mineurs qui arrivaient : « *Ceux à qui on donnera des sauf-conduits peuvent entrer travailler, les autres remonteront dans les autobus.* » Sous la menace des mitrailleuses, les mineurs se dirigèrent vers leurs nouveaux chefs qui distribuaient les sauf-conduits. Ce jour-là, 2 600 travailleurs de la première équipe furent mis à la porte, arrêtés, entassés dans des camions, et emprisonnés. Les syndicats étaient dissous, les militants syndicaux et ceux de l'UP arrêtés et torturés.

Dans la mine, il y avait interdiction de discuter en groupe. Ceux que l'on surprenait à le faire étaient renvoyés sur-le-champ. On licencia tous ceux qui avaient participé aux comités de production. Au total, 4 200 mineurs furent renvoyés sans indemnité et jetés hors de chez eux. La mine fut gérée comme un bagne où l'on torturait, emprisonnait et renvoyait les ouvriers au moindre signe de protestation.

La botte des militaires écrasa toutes les zones industrielles. Dans les usines, de nombreux patrons, apportant leur collaboration au « nettoyage », dénoncèrent les ouvriers combatifs et les militants. On estime à 100 000 le nombre d'ouvriers licenciés dans les semaines qui suivirent le coup d'État.

À Santiago, des milliers de personnes furent internées dans les stades, livrées à la torture et aux exécutions sommaires. Le romancier Sepulveda, qui s'y retrouva emprisonné, raconte dans un de ses romans les tortures qu'il dut endurer. La soldatesque s'abattit sur les universités et brûla sur place les corps des étudiants massacrés. Des centaines de militants, de fonctionnaires de l'Unité populaire tentèrent de fuir. Certains s'entassèrent dans les ambassades étrangères dans l'espoir de partir. Des personnalités de gauche n'échappèrent pas à la répression, tels le chanteur Victor Jara, assassiné, ou le romancier Pablo Neruda, dont on saccagea la maison.

La répression dura des années. Un ouvrier métallurgiste militant du Mapu a raconté : « *En 1975, les services secrets sont venus me chercher. Ils m'ont détenu et emmené à la fameuse Villa Grimaldi. Là, ils passaient les gens à la* "parilla", *un sommier en fer où ils appliquaient le courant électrique.* » On estime que 38 000 personnes ont subi la torture sous Pinochet et plus de 3 200 ont été abattues ou portées disparues.

Comme Pierre Dupuy le constata : « *Allende ne voulait pas voir le sang des Chiliens couler, mais ce sang, il coule à flots, et c'est uniquement le sang des travailleurs, le sang des pauvres, qu'il faut massacrer sans discernement pour terroriser le peuple et l'écraser à tout jamais… En voulant éviter la guerre, Allende a condamné son peuple à mourir écrasé, sacrifié sur l'autel des impérialistes, des* terratenientes *et des rois du capital… Tous les morts sont d'un même côté.* »

La dictature de Pinochet se met en place

La dictature imposa la loi martiale, ferma le Congrès, suspendit la Constitution, interdit toute activité politique. L'armée voulait fermer à la population toute possibilité de s'exprimer. Le 13 octobre, un décret-loi interdit les partis de l'UP car, selon les généraux, « *la doctrine marxiste* » attentait aux « *valeurs libérales et chrétiennes qui font partie de la tradition nationale* » et était « *incompatible avec le concept d'unité nationale, au service de laquelle sont les forces de l'armée et de l'ordre du Chili.* »

Les dignitaires de l'Église saluèrent le jour même le coup d'État : sur chaque clocher, on hissa le drapeau national. L'archevêque de Valparaiso célébra une messe d'action de grâce en présence des officiers de l'Amirauté, remerciant le ciel d'avoir sauvé le Chili de la « *plaie marxiste* ».

La junte prit des mesures économiques qui toutes répondaient aux intérêts du grand patronat et des sociétés étrangères. Ainsi, le ministre des Mines, le général des carabiniers Arturo Yanove, déclara : « *Plus que jamais les investissements étrangers obtiendront d'amples garanties.* » Des sociétés américaines comme Dow Chemical, Ford, Dodge et d'autres récupérèrent leurs établissements que l'on avait nationalisés. On rendit plusieurs banques à leurs maisons-mères des États-Unis. La junte restitua la banque Edwards, El Banco de Chile et El Banco Sud-americano à leurs anciens propriétaires chiliens. Plus d'une centaine d'entreprises que l'État contrôlait revinrent au privé, dont les plus importantes entreprises textiles du pays, Sumar et Yarur. La junte, qui garda le contrôle des gisements de

cuivre, s'engagea à indemniser grassement les anciens propriétaires, Kennecott ou Anaconda.

Sur les lieux de travail, l'exploitation s'intensifia. Un décret d'octobre 1973 imposa « *l'augmentation de quatre heures par semaine du temps de travail… Cette augmentation constitue un apport à la reconstruction nationale et ne devra pas être rémunérée en heures supplémentaires.* » Toute l'économie fut livrée aux appétits des capitalistes. On privatisa les services publics, dont les universités et l'accès aux soins ; on réduisit les droits des travailleurs au strict minimum, tout comme les pensions de retraite.

L'opposition à Pinochet fut le fait de petites minorités isolées. En novembre 1974, Miguel Enriquez, qui avait choisi comme toute la direction du Mir de rester au Chili dans la clandestinité, fut découvert et abattu, non sans avoir résisté les armes à la main. Plus tard, des jeunes appartenant au PC tentèrent d'exécuter Pinochet en mitraillant sa voiture, mais le dictateur s'en tira sans une égratignure.

Dans le cadre du plan Condor, la junte, avec l'aide de la CIA et la collaboration des autres régimes dictatoriaux d'Amérique latine, organisa l'assassinat d'opposants réfugiés à l'étranger, tel celui d'Orlando Letelier, un ancien ministre d'Allende, en 1976 en plein Washington.

Résultat de la répression, l'abattement des classes populaires dura près de dix années. Puis, dans les années 1980, une certaine mobilisation reprit dans les quartiers populaires contre les conditions de vie insupportables.

En conclusion

La fin dramatique du régime de l'UP a marqué toute une époque et l'ensemble des partis de la gauche de gouvernement, notamment en France. Tous ont dénoncé l'hostilité des États-Unis, les menées de la CIA et ce qu'ils appelaient la trahison de l'armée.

En réalité, l'état-major chilien a au contraire parfaitement rempli son rôle : celui de défenseur de la bourgeoisie et de l'ordre impérialiste. Prétendre qu'il aurait trahi, c'est reprendre à son compte l'illusion, funeste pour la classe ouvrière, répandue par l'UP sur la prétendue fidélité de l'armée aux institutions dites républicaines. Et cela, au Chili comme ailleurs. Car jamais ni nulle part l'armée n'a hésité à intervenir dans la vie politique quand elle l'estimait nécessaire, ni à réprimer dans le sang les mouvements de contestation sociale qui prenaient de l'ampleur, surtout lorsqu'ils menaçaient directement l'ordre et le système des possédants.

Quant aux États-Unis, principale puissance impérialiste de la planète, gardienne de l'ordre mondial, il était inévitable qu'ils essaient de se débarrasser d'un régime qui, sans être révolutionnaire, n'était pas à leur botte.

Les dirigeants de l'UP qui ont pu se sauver n'ont pas remis en cause leur politique réformiste fatale à la classe ouvrière. Au contraire, ils ont finalement imputé la responsabilité du

coup d'État aux militants ou aux travailleurs les plus combatifs. Ainsi, Mireya Baltra exprima, des années après, le point de vue du PC : « *Les choses commençaient à échapper au gouvernement. Une partie de la gauche voulait aller plus vite et plus loin dans la révolution, avancer sans transiger, comme on disait à l'époque. Ce n'était pas le projet de l'Unité populaire, encore moins celui du président Allende… Il y avait là-dedans un certain infantilisme… Ils n'avaient pas, pour certains, la conscience sociale de ce que représentait la construction d'un gouvernement de cette nature.* » Et d'ajouter : « *Il était difficile de contenir le peuple, à partir du moment où il est entré à la Moneda avec le président Allende.* »

***

« *Quel écueil menace la révolution de demain ? L'écueil où s'est brisée celle d'hier : la déplorable popularité de bourgeois déguisés en tribuns… Le crime est aux traîtres que le peuple confiant avait acceptés pour guides et qui l'ont livré à la réaction.* » C'est en ces termes que, dans un court texte intitulé le *Toast de Londres*, le révolutionnaire Auguste Blanqui exprima sa pensée sur les causes de l'échec de l'insurrection des ouvriers parisiens en juin 1848 et de la terrible répression qui s'ensuivit.

Conscient du rôle de l'État bourgeois, dernier rempart de la domination de classe des possédants, Blanqui ajoutait : « *Traîtres seraient les gouvernements qui, élevés sur les pavois prolétaires, ne feraient pas opérer à l'instant même : le désarmement des gardes bourgeoises et l'armement et l'organisation en milice nationale de tous les ouvriers.* »

Pour les travailleurs, il résumait sa perspective de façon percutante : « *Qui a du fer, a du pain. On se prosterne devant les baïonnettes, on balaye les cohues désarmées. La France hérissée de travailleurs en armes, c'est l'avènement du socialisme… Mais, pour les prolétaires qui se laissent amuser par des promenades ridicules dans les rues, par des plantations d'arbres de la liberté, par des phrases sonores d'avocat, il y aura de l'eau bénite d'abord, des injures ensuite, enfin de la mitraille, de la misère toujours. Que le peuple choisisse !* »

Cet avertissement, confirmé dans de nombreux pays et à maintes reprises depuis plus d'un siècle et demi, Blanqui le destinait aux générations futures de révolutionnaires prolétariens. Allende et les dirigeants de l'Unité populaire n'en faisaient pas partie. Loin d'ouvrir une nouvelle voie vers le socialisme, comme ils le prétendaient, ils ont consciemment suivi une voie qui ne pouvait pas changer le sort des classes populaires chiliennes, mais les plonger dans la barbarie.

Bibliographie

Rivera Letelier (Hernan), *Les fleurs noires de Santa Maria*, Métailié, 2004

Sepulveda (Luis), *Le neveu d'Amérique*, Seuil, 1998

Sepulveda (Luis), *L'ombre de ce que nous avons été*, Métailié, 2010

Sepulveda (Luis), *La folie de Pinochet*, Métailié, 2003

Vasquez (Ana), *Les bisons, les bonzes et le dépotoir*, Fédérop, 2001

Dupuy (Pierre), *Le noir et le rouge*, L'Harmattan, 2004

Acquaviva (A), Fournial (G)…, *Chili : trois ans d'unité populaire*, Éditions sociales, 1974

Joxe (Alain), *Le Chili sous Allende*, Gallimard, 1974

Gaudichaud (Franck), *1 000 jours qui ébranlèrent le monde*, PUR, 2013

Gaudichaud (Franck), *Venceremos*, Syllepse, 2013

Kalfon (Pierre), *Allende*, Atlantica, 1998

Najman (Maurice), *Le Chili est proche*, Maspero, 1974

Touraine (Alain), *Vie et mort du Chili populaire*, Seuil, 1973

Sarget (Marie-Noëlle), *Histoire du Chili*, L'Harmattan, 2013

Huchon (Thomas), *Salvador Allende l'enquête intime*, Eyrolles, 2010

Nyns (Pablo), *Les cordones industriales au Chili de 1972-1973*, www.socialisme.be, 2013
Rebolledo (Julián), *Mémoires de la lutte des sans-terre*, Variations, 2013
Dossier noir, Edición digital del Centro Documental Blest, 2002
Lutte ouvrière, *Chili, un massacre et un avertissement*, Lutte ouvrière, 1973
Guzman (Patricio), La bataille du Chili, Atacama production (film), 1975
Mayoux (Valérie), Mattelard (Armand), La Spirale, Galatée films, 1976

Table des matières

Introduction 3
Le Chili avant 1970 7
Les élections de 1970. 33
L'Unité populaire au pouvoir
(octobre 1970) 47
Vers le coup d'État de septembre 1973 89
En conclusion 121
Bibliographie 125

Dans la collection Éclairage

1 Proche-Orient 1914-2010, les origines du conflit israélo-palestinien
2 La Première Guerre mondiale, dix millions de morts pour un repartage du monde
3 Histoire de la mondialisation capitaliste, tome I, 1492-1914
4 Italie 1919-1920, les deux années rouges
5 Histoire de la mondialisation capitaliste, tome II, 1914-2010
6 La Russie avant 1917 – De l'abolition du servage à la veille de la révolution
7 Le cerveau et la pensée
8 La question coloniale dans le mouvement ouvrier en France
9 La civilisation arabe du VIII^e au XIII^e siècle
10 Les philosophes des Lumières
11 L'Opposition communiste en URSS : les trotskystes. Tome I : 1923-1927
12 L'Opposition communiste en URSS : les trotskystes. Tome II : 1928-1938, une lutte à mort contre le stalinisme
13 Le Parti communiste français, 1920-1933
14 Les débuts du mouvement ouvrier socialiste dans l'Empire d'Autriche-Hongrie
15 Russie soviétique (1917-1927). La révolution dans la culture et le mode de vie
16 Naissance et consolidation de la république bourgeoise en France (1789-1914)
18 Quand la révolution ébranlait le monde. La vague révolutionnaire 1917-1923
19 Une industrialisation à pas de tortue. France, 1789-1914.